

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2092

7 août 2014

### SOMMAIRE

Accessible Luxury Holdings S.à r.l. ....	100386	Luxbar Sàrl .....	100374
Alpi Investments S.à r.l. ....	100379	Luxinvest S.A. ....	100378
Capital Ventures Investments S.A. ....	100397	Luxrévision S.à.r.l. ....	100371
Compagnie Financière de Ficquelmont S.à r.l. ....	100373	Luxtanne .....	100371
Copper Grafton Five S.à r.l. ....	100410	Main S.à r.l. ....	100416
Dragafi SA .....	100399	Medical Research Consultant S.A. ....	100370
e-Business & Resilience Centre .....	100375	Morati Immobilière S.A. ....	100370
Eltis .....	100396	Nacazoe S.à r.l. ....	100375
Fermain Investments S.C.S. ....	100385	NasyaJet S.A. ....	100372
Guineu Inversio S.A. ....	100374	Nojine SA .....	100377
Horus Holding S.A. ....	100376	Nokian Tyres Sàrl .....	100377
ITW Epsilon Sàrl .....	100371	Nokian Tyres Sàrl .....	100375
JPMorgan European Property Fund Mana- gement Company S.A. ....	100376	Nordic Maritime S.à r.l. ....	100377
JPMorgan European Property Fund Mana- gement Company S.A. ....	100376	Novae Energies SA .....	100378
KS Leasehold S.à r.l. ....	100374	Oracle Luxembourg S.à.r.l. ....	100373
LAI SICAV-SIF S.A. ....	100371	Orangefield (Luxembourg) S.A. ....	100378
Les Clos de Françoise S.à r.l. ....	100374	Peluquero S.à.r.l. ....	100370
LGIG 2 Objekt Pulheim S.à r.l. ....	100372	PIT Business S.à r.l. ....	100395
Logistics XXI S.à r.l. ....	100377	POUPMAD Compta SA .....	100416
Louis XIV S.A. ....	100375	Société Civile Immobilière Poko II .....	100373
LSRC S.à r.l. ....	100378	The Emerging Markets Strategic Fund ..	100372
		Tiago German Properties GmbH First Frankfurt S.C.S. ....	100372

**Medical Research Consultant S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-4961 Clemency, 2C, rue des Jardins.

R.C.S. Luxembourg B 86.383.

Le Bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014079366/9.

(140092843) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2014.

---

**Peluquero S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1660 Luxembourg, 84, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 101.031.

Le bilan au 31.12.2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 juin 2014.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L - 1013 Luxembourg

Référence de publication: 2014077905/14.

(140091591) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juin 2014.

---

**Morati Immobilière S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-4221 Esch-sur-Alzette, 110, rue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 109.292.

**CLÔTURE DE LIQUIDATION***Extrait*

Il résulte des résolutions prises par les actionnaires (les «Actionnaires») (clôture de liquidation) de la société «MORATI IMMOBILIERE S.A.» tenues sous seing privé en date du 30 avril 2014, et dont les mêmes résolutions furent enregistrées à Esch-sur-Alzette, Actes Civils, le 28 mai 2014. Relation: EAC/2014/7474,

- que la société MORATI IMMOBILIERE S.A.» (la «Société»), une société anonyme établie et ayant son siège social au 110, rue de Luxembourg, L-4221 Esch-sur-Alzette, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B numéro 109 292, constituée suivant acte notarié du 05 juillet 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 25 novembre 2005, sous le numéro 1270 et page 60942 et mise en liquidation suivant acte notarié reçu en date du 09 juin 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 23 juillet 2010, sous le numéro 1518 et page 72826 au capital social de CINQUANTE MILLE EUROS (50'000.- EUR) divisé en cent (100) actions d'une valeur nominale de CINQ CENTS EUROS (500.- EUR) chacune, toutes intégralement libérées,

se trouve à partir de la date du 30 avril 2014, définitivement liquidée,

les résolutions des Actionnaires prémentionnées faisant suite à celles du 09 juin 2010 actées par devant Maître Karine REUTER, notaire alors de résidence à Rédange/Attert, Grand-Duché de Luxembourg, aux termes de laquelle la Société a été dissoute anticipativement et mise en liquidation avec nomination d'un liquidateur, en conformité avec les articles 141 et suivants de la Loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle qu'amendée, relatifs à la liquidation des sociétés.

- que les livres et documents sociaux de la Société dissoute seront conservés pendant le délai légal (5 ans) à l'ancien siège social de la Société présentement dissoute, laquelle adresse est la suivante: L-4221 Esch-sur-Alzette, 110, rue de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 02 juin 2014.

Pour la Société

Référence de publication: 2014079371/31.

(140092634) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2014.

---

**Luxtanne, Société Anonyme.**

Siège social: L-6637 Wasserbillig, 30, Esplanade de la Moselle.  
R.C.S. Luxembourg B 143.367.

—  
*Korrektur zur Hinterlegung vom 16/05/2013 - L130077645*

Der Jahresabschluss vom 30.06.2011 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.  
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2014077776/10.

(140091149) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juin 2014.

---

**Luxrévision S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 40.124.

—  
Le bilan et l'annexe légale de l'exercice au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014077798/10.

(140091790) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juin 2014.

---

**ITW Epsilon Sarl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1511 Luxembourg, 193, avenue de la Faïencerie.  
R.C.S. Luxembourg B 104.448.

—  
*Décisions*

En date du 31 mai 2014, Claude Malivert a cessé sa fonction de gérant de la société.

A cette même date Benoit Amiot né le 9 novembre 1966 à Saint-Maurice, France ayant pour adresse professionnelle le 5, rue Saint Georges, 75009 Paris, France a été nommé gérant de la société pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 juin 2014.

Monique Martins  
*Gérante*

Référence de publication: 2014077745/15.

(140091238) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juin 2014.

---

**LAI SICAV-SIF S.A., Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-7241 Bereldange, 204, route de Luxembourg.  
R.C.S. Luxembourg B 133.036.

—  
*Auszug aus dem Protokoll der ordentlichen Hauptversammlung 13. März 2014*

Am 13. März 2014 um 11 Uhr kamen am Gesellschaftssitz die Aktionäre obiger Gesellschaft zusammen.

Nach Feststellung der Rechtsgültigkeit, werden folgende Beschlüsse einstimmig gefasst:

*Erster Beschluss:*

Die Versammlung wählt die Verwaltungsratsmitglieder Frau Sabine Büchel, Herrn Hermann Knödgen sowie Frau Dr. Anja-Isabel Bohnen für einen Zeitraum bis zur im Jahre 2015 stattfindenden ordentlichen Hauptversammlung.

*Zweiter Beschluss:*

Das Mandat des Wirtschaftsprüfers der Gesellschaft, BDO Audit, S.A., wird um ein Jahr und damit bis zum Ablauf der im Jahr 2015 stattfindenden ordentlichen Hauptversammlung verlängert.

Luxembourg, den 22. April 2014.

WARBURG INVEST LUXEMBOURG S.A.  
Unterschriften

Référence de publication: 2014077778/19.

(140091365) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juin 2014.

---

**LGIG 2 Objekt Pulheim S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 41, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 127.414.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014077787/9.

(140091601) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juin 2014.

---

**NasyJet S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2613 Luxembourg, 1, place du Théâtre.

R.C.S. Luxembourg B 128.104.

*Rectificatif du document L140044234 déposé le 14/03/2014*

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2014077841/11.

(140091249) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juin 2014.

---

**Tiago German Properties GmbH First Frankfurt S.C.S., Société en Commandite simple.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 176.886.

**EXTRAIT**

Il résulte des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 22 avril 2014 que le siège social de la Société a été transféré au 1, Boulevard de la Foire L-1528 Luxembourg avec effet immédiat

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 4 juin 2014.

Référence de publication: 2014078743/13.

(140092695) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2014.

---

**The Emerging Markets Strategic Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 28.252.

*Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée Générale Ordinaire du 30 mai 2014:*

En date du 30 mai 2014, l'Assemblée Générale Ordinaire a décidé:

- De prendre acte de la nomination de Monsieur Philippe CHOSSONNERY par le Conseil d'Administration, en tant que directeur général, en date du 11 juillet 2013;

- De renouveler les mandats des Messieurs Guillaume ABEL, Jean-François PINCON et Laurent BERTIAU en qualité d'Administrateurs de la Société, pour une durée d'un an jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires en 2015;

- De renouveler le mandat de Deloitte Audit S.à r.l. en qualité de Réviseur d'Entreprises, pour une durée d'un an jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires en 2015.

Luxembourg, le 30 mai 2014.

Pour extrait sincère et conforme

*Pour le Conseil d'Administration*

Philippe CHOSSONNERY

*Directeur Général*

Référence de publication: 2014078757/21.

(140092124) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2014.

---

**Compagnie Financière de Ficquelmont S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1610 Luxembourg, 4-6, Avenue de la Gare.  
R.C.S. Luxembourg B 159.533.

*Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue au siège social le 30 mai 2014*

L'Assemblée constate et approuve le changement de siège social selon les dispositions suivantes:

- A compter du 2 juin 2014 le siège social sera transféré de L-1513 Luxembourg 63, Boulevard Prince Félix à L - 1610 Luxembourg 4-6, Avenue de la Gare

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

COMPAGNIE FINANCIERE DE FICQUELMONT S.à.r.l

*Un mandataire*

Référence de publication: 2014078300/15.

(140092140) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2014.

---

**Société Civile Immobilière Poko II, Société Civile Immobilière.**

Siège social: L-2637 Luxembourg, 10, place Joseph Thorn.  
R.C.S. Luxembourg E 4.426.

*Extrait de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 11 avril 2014*

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 11 avril 2014, que:

1. L'Assemblée a décidé de transférer le siège social de la S.C.I. POKO II du 6a, rue de l'Ouest, L-2273 Luxembourg, au  
10, place Joseph Thorn, L-2637 Luxembourg.

Luxembourg, le 25 mai 2014.

Pour extrait sincère et conforme

*Pour la société*

Paul Konsbruck

Référence de publication: 2014078164/16.

(140091008) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juin 2014.

---

**Oracle Luxembourg S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 236.408.125,00.**

Siège social: L-8308 Capellen, 89B, rue Pafebruch.  
R.C.S. Luxembourg B 76.953.

**EXTRAIT**

Les associés de la Société ont accepté, en date du 13 mai 2014, la démission de M. Richard Hoag de son poste de gérant de la Société avec effet au 1<sup>er</sup> juin 2014.

Par résolution des associés de la Société prises en date du 13 mai 2014, il a été décidé de nommer en tant que nouveau gérant de la Société avec effet au 1<sup>er</sup> juin 2014 et pour une durée indéterminée M. Simon Allison, né le 30 juillet 1974 à Chertsey, Royaume-Uni, avec adresse professionnelle sise au 500 Oracle Parkway, Redwood City, CA 94065, Etats-Unis d'Amérique.

Il en résulte que le conseil de gérance de la Société se compose comme suit:

- M. Pierre Hénin, gérant;
- M. Simon Allison, gérant; et
- M. Jonathan Robbins, gérant.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 juin 2014.

*Pour la Société*

Signature

Référence de publication: 2014079705/23.

(140093020) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2014.

---

**KS Leasehold S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2340 Luxembourg, 26, rue Philippe II.  
R.C.S. Luxembourg B 163.786.

Le Bilan et l'affectation des résultats au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014077767/10.

(140091106) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juin 2014.

**Les Clos de Françoise S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4751 Pétange, 165, route de Longwy.  
R.C.S. Luxembourg B 146.517.

Le Bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2014077770/10.

(140091296) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juin 2014.

**Guineu Inversio S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1368 Luxembourg, 40, rue du Curé.  
R.C.S. Luxembourg B 38.932.

L'adresse de M. Rafael Jiménez López, Administrateur, est située:

1 Gutrie Street, Londres Chelsea, SW3 6NU, Royaume-Uni.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 03 juin 2014.

GUINEU INVERSIO S.A.

*Un mandataire*

Référence de publication: 2014078420/13.

(140092181) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2014.

**Luxbar Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2714 Luxembourg, 20, rue du Fort Wallis.  
R.C.S. Luxembourg B 103.130.

L'an deux mille quatorze, le 13 mai

Ont comparu:

- Monsieur HOFFMANN Joseph, associé, né le 3 janvier 1934, demeurant à L-8311 Capellen 90, route d'Arlon, non présent lors de la signature dudit acte en autorisant cet ordre du jour par sa procuration, établie par le notaire instrument.

Monsieur HOFFMANN Cédric, étudiant, né à Luxembourg le 13 août 1993, demeurant à L-3637 Kayl 45, rue de Schiffflange,

Monsieur RICHARTZ Paul, éducateur, né à Luxembourg le 24 juillet 1976, demeurant à L-8526 Colpach-Bas 3, rue de l'Eglise,

*Résolutions:*

1) Monsieur Hoffmann Joseph, prénommé, cède la totalité de ses parts sociales de la façon suivante:

Monsieur Hoffmann Cédric, .....	51 parts sociales
Monsieur Richartz Paul, .....	49 parts sociales
Total: .....	100 parts sociales

Signatures.

Référence de publication: 2014079703/21.

(140092880) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2014.

**Louis XIV S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 52.730.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014077791/9.

(140091689) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juin 2014.

---

**Nokian Tyres Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.  
R.C.S. Luxembourg B 150.470.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Nokian Tyres Sàrl*

United International Management S.A.

Référence de publication: 2014077843/11.

(140091801) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juin 2014.

---

**Nacazoe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8399 Windhof, 2, rue d'Arlon.  
R.C.S. Luxembourg B 103.038.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés, dans leur version abrégée, au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg conformément à l'art. 79(1) de la loi du 19/12/2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Mandataire*

Référence de publication: 2014077845/11.

(140091743) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juin 2014.

---

**e-Business & Resilience Centre, Société Anonyme.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 72.585.

*Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire tenue au siège social en date du 21 mars 2014*

Il résulte de l'Assemblée Générale Ordinaire qui s'est tenue au siège social de la société en date du 21 mars 2014, que:  
«Sont nommés administrateurs jusqu'à l'Assemblée Générale se prononçant sur les comptes clôturés au 31 décembre 2014:

- Monsieur Gaston Bohnenberger, résidant professionnellement 8a, avenue Monterey à L-2020 Luxembourg,
- Monsieur Jos Glod, Directeur Général adjoint et Membre du Comité de Direction de l'Entreprise des Postes et Télécommunications, résidant professionnellement 8a, avenue Monterey à L-2020 Luxembourg,
- Monsieur Jean-Marie Spaus, Directeur Général adjoint et Membre du Comité de Direction de l'Entreprise des Postes et Télécommunications, résidant professionnellement 8a, avenue Monterey à L-2020 Luxembourg,
- Monsieur Claude Strasser, Directeur Général et Président du Comité de Direction de l'Entreprise des Postes et Télécommunications résidant professionnellement 8a, avenue Monterey à L-2020 Luxembourg,
- Monsieur Pierre Zimmer, résidant professionnellement 8a, avenue Monterey à L-2020 Luxembourg»

Fait à Luxembourg, le 21 mars 2014.

Pour extrait sincère et conforme  
e-BUSINESS & RESILIENCE CENTRE  
M. Jos Glod

Référence de publication: 2014079713/23.

(140093653) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2014.

---

**JPMorgan European Property Fund Management Company S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.  
R.C.S. Luxembourg B 104.923.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 juin 2014.

JP Morgan European Property Fund Management Company S.A.  
Mr. Richard Crombie / Mr. Mark Doherty  
*Administrateur / Administrateur*

Référence de publication: 2014079259/13.

(140093404) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2014.

---

**Horus Holding S.A., Société Anonyme.**

R.C.S. Luxembourg B 156.710.

La Convention de Domiciliation conclue en date du 11 novembre 2010 entre la Société Anonyme HORUS HOLDING S.A., avec siège social au 19-21, Boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, et la Société Européenne de Banque, Société Anonyme, avec Siège social au 19-21, Boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg n° B 13.859, a été dénoncée avec effet immédiat en date du 26 mai 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Société Européenne de Banque  
Société Anonyme  
Luca CHECCHINATO / Stefano De Meo

Référence de publication: 2014079202/14.

(140093022) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2014.

---

**JPMorgan European Property Fund Management Company S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.  
R.C.S. Luxembourg B 104.923.

Suivant l'assemblée générale annuelle tenue par les actionnaires en date du 28 mai 2014, il a été décidé de:

- Renouveler le mandat des administrateurs suivants avec effet immédiat et pour une période se terminant lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2015:

- \* Mark Doherty;
- \* Jean-Christophe Ehlinger;
- \* Jonathan Griffin;
- \* Richard Crombie;
- \* Karl McCathern; et
- \* Steven Greenspan.

- Renouveler le mandat des délégués à la gestion journalière suivants avec effet immédiat et pour une période se terminant lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2015:

- \* Mark Doherty; et
- \* Jean-Christophe Ehlinger.

- Renouveler le mandat du réviseur d'entreprises agréée PricewaterhouseCoopers S.à r.l. avec effet immédiat et pour une période se terminant lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 02 juin 2014.

TMF Luxembourg S.A.  
Signatures  
*Signataire autorisé*

Référence de publication: 2014079258/27.

(140092980) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2014.

---



**Nordic Maritime S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 182.098.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 19 décembre 2013 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 27 janvier 2014.

Référence de publication: 2014079383/11.

(140093107) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2014.

---

**Nojine SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-4940 Bascharage, 111-115, avenue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 150.196.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue en date du 29 mai 2014*

Après délibération, l'Assemblée Générale prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Renouvellement du mandat de l'administrateur Monsieur Philippe Vanderhoven, 9, rue Basse, L-4963 Clémency, pour une durée de six ans prenant fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2020.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Bascharage, le 05 juin 2014.

Référence de publication: 2014079391/14.

(140093412) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2014.

---

**Logistics XXI S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 98.018.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 Mai 2014.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Signatures

Gérant B

Référence de publication: 2014079317/14.

(140094160) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2014.

---

**Nokian Tyres Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 150.470.

Veillez noter que M Bernard DEL DUCA, né le 26 avril 1960 à Toronto Ontario, Canada et demeurant professionnellement à 1945, Main Street, 05446 Colchester Vermont, Etats-Unis d'Amérique a décidé de démissionner de son poste de gérant avec effet au 27 mai 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 03 juin 2014.

*Pour Nokian Tyres Sàrl*

United International Management S.A.

Référence de publication: 2014079381/15.

(140093568) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2014.

---

**Novae Energies SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-5481 Wormeldange, 69, route du Vin.  
R.C.S. Luxembourg B 147.772.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2014077858/9.  
(140091275) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juin 2014.

---

**Orangefield (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.  
R.C.S. Luxembourg B 28.967.

Le bilan de la société au 31/12/2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.  
*Pour la Société*  
*Un mandataire*

Référence de publication: 2014077869/12.  
(140091641) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juin 2014.

---

**LSRC S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1420 Luxembourg, 7, avenue Gaston Diderich.  
R.C.S. Luxembourg B 118.838.

1. Veuillez prendre note du changement de la dénomination de l'associé suivant:

Orbimed Partners II, L.P.

Numéro d'immatriculation: 13-4012775

Nom du registre: Internal Revenue Service

Siège social: 767, Third Avenue, 30<sup>th</sup> floor, USA - 10017 New York

Luxembourg, le 5 juin 2014.

*Pour LSRC S.à.r.l.*

United International Management S.A.

Référence de publication: 2014079328/15.

(140093639) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2014.

---

**Luxinvest S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6D, route de Trèves.  
R.C.S. Luxembourg B 6.537.

Monsieur Zeev Morag a démissionné de sa fonction d'Administrateur de la Société avec effet au 1<sup>er</sup> juin 2014.

Suite à la réunion du Conseil d'Administration en date du 8 mai 2014, Monsieur Gil Karni, Administrateur et Administrateur Déléguée de la Bank Leumi (Luxembourg) S.A., né le 9 août 1966 n en Israël, demeurant à 3, rue Joseph Tockert à L-2620 Luxembourg, a été coopté en qualité d'administrateur, avec effet au 1<sup>er</sup> juin 2014, en remplacement de Monsieur Zeev Morag, administrateur démissionnaire, dont il terminera le mandat.

Cette cooptation fera l'objet d'une ratification lors d'une prochaine assemblée générale des actionnaires.

Monsieur Gil Karni aura une signature conjointe.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour LUXINVEST S.A.*

Bank Leumi (Luxembourg) SA

*L'Agent Domiciliataire*

Référence de publication: 2014077797/18.

(140091307) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juin 2014.

---

**Alpi Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1445 Luxembourg, 1A, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 187.533.

—  
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-sixth of May.

Before Maître Joseph ELVINGER, notary public residing at Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, undersigned.

Appears:

Breecore Limited, a limited company incorporated under the law of Cyprus, having its registered office at 332, Angiou Andreou Str., bâtiment Patrician Chambers, 3035 Limassol, Cyprus, and registered with the Register of Commerce and Companies of Nicosia under number HE 280634

The founder is here represented by Mrs Rachel UHL, lawyer, residing at Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The beforesaid proxy, being initialled "ne varietur" by the appearing person and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such party has requested the notary to draw up the following by-laws of a "société à responsabilité limitée" which it declares to incorporate.

**Name - Registered office - Object - Duration**

**Art. 1.** There is hereby formed a "société à responsabilité limitée", limited liability company, governed by the present articles of incorporation and by current Luxembourg laws, especially the law of August 10<sup>th</sup>, 1915 on commercial companies, as amended.

At any moment, a sole shareholder may join with one or more joint shareholders and, in the same way, the following shareholders may adopt the appropriate measures to restore the unipersonal character of the Company. As long as the Company remains with one sole shareholder, he exercises the powers devolved to the General Meeting of shareholders.

**Art. 2.** The Company's name is "Alpi Investments S.à r.l."

**Art. 3.** The Company's purpose is to take participations and interests, in any form whatsoever, in any commercial, industrial, financial or other, Luxembourg or foreign enterprises; to acquire any securities and rights through participation, contribution, underwriting firm purchase or option, negotiation or in any other way and namely to acquire patents and licences, and other property, rights and interest in property as the Company shall deem fit, and generally to hold, manage, develop, sell or dispose of the same, in whole or in part, for such consideration as the Company may think fit, and in particular for shares or securities of any company purchasing the same; to enter into, assist or participate in financial, commercial and other transactions, and to grant to any holding company, subsidiary, or fellow subsidiary, or any other company associated in any way with the Company, or the said holding company, subsidiary or fellow subsidiary, in which the Company has a direct or indirect financial interest, any assistance, loans, advances or guarantees; to borrow and raise money in any manner and to secure the repayment of any money borrowed; finally to perform any operation which is directly or indirectly related to its purpose.

The Company can perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly in all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

**Art. 4.** The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the management should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the management of the Company.

**Art. 5.** The Company is constituted for an unlimited duration.

**Art. 6.** The life of the Company does not come to an end by death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of any shareholder.

**Art. 7.** The creditors, representatives, rightful owner or heirs of any shareholder are neither allowed, in circumstances, to require the sealing of the assets and documents of the Company, nor to interfere in any manner in the administration of the Company. They must for the exercise of their rights refer to financial statements and to the decisions of the meetings.

### Capital - Shares

**Art. 8.** The Company's capital is set at EUR 12,500 (twelve thousand five hundred euros), represented by 12,500 (twelve thousand five hundred) shares of EUR 1.00 (one euro) each.

**Art. 9.** Each share confers an identical voting right at the time of decisions taking.

**Art. 10.** The shares are freely transferable among the shareholders.

Shares may not be transferred inter vivos to non-shareholders unless members representing at least three-quarter of the corporate capital shall have agreed thereto in a general meeting.

Otherwise it is referred to the provisions of articles 189 and 190 of the law of August 10<sup>th</sup>, 1915 on commercial companies, as amended.

The shares are indivisible with regard to the Company, which admit only one owner for each of them.

### Management

**Art. 11.** The Company is managed by one or more managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not to be shareholders. The managers may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of shareholders holding a majority of votes.

In dealing with third parties, the single manager, and, in case of plurality of managers, the board of managers will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

The Company shall be bound by the sole signature of its single manager, and, in case of plurality of managers, by the joint signature of any two members of the board of managers.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may sub-delegate his powers for specific tasks to one or several ad hoc agents.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

In case of plurality of managers, boards of managers will be validly held provided that the majority of managers be present or represented.

In this case, the resolutions of the board of managers shall be adopted by the majority of the managers present or represented.

The use of video-conferencing equipment and conference call shall be allowed provided that each participating member of the Board of Managers is able to hear and to be heard by all other participating members whether or not using this technology, and each participating member of the Board of Managers shall be deemed to be present and shall be authorised to vote by video or by phone.

The powers and remunerations of any managers possibly appointed at a later date in addition to or in the place of the first managers will be determined in the act of nomination.

**Art. 12.** Any manager does not contract in his function any personal obligation concerning the commitments regularly taken by him in the name of the Company; as a mandatory he is only responsible for the execution of his mandate.

The company shall indemnify any manager and his heirs, executors and administrators, against expenses, damages, compensation and costs reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a manager of the Company, or, at the request of the Company, of any other company of which the Company is a shareholder or creditor and by which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement, and only to the extent the Company is advised by its legal counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

**Art. 13.** Managers decisions are taken by meeting of the board of managers.

Any manager may act at any meeting of managers by appointing in writing or by telefax, cable, telegram or telex another manager as his proxy.

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions passed at the managers' meeting.

In such cases, resolutions or decisions shall be expressly taken, either formulated by writing by circular way, transmitted by ordinary mail, electronic mail or telecopier, or by phone, teleconferencing or other telecommunications media.

### **Shareholders decisions**

**Art. 14.** Shareholders decisions are taken by shareholder's meetings.

However, the holding of meeting is not compulsory as long as the shareholders number is less than twenty-five.

In such case, the management can decide that each shareholder shall receive the whole text of each resolution or decisions to be taken, expressly drawn up by writing, transmitted by ordinary mail, electronic mail or telecopier.

**Art. 15.** Resolutions are validly adopted when taken by shareholders representing more than half of the capital.

If this quorum is not attained at a first meeting, the shareholders are immediately convened by registered letters to a second meeting.

At this second meeting, decisions will be taken at the majority of voting shareholders whatever majority of capital be represented.

However, decisions concerning an amendment of the Articles must be taken by a majority vote of shareholders representing the three quarters of the capital.

Every meeting shall be held in Luxembourg or such other place as the managers may from time to time determine.

A sole shareholder exercises alone the powers devolved to the meeting of shareholders by the dispositions of Section XII of the law of August 10<sup>th</sup>, 1915 on commercial companies, as amended.

As a consequence thereof, all decisions which exceed the powers of the managers are taken by the sole shareholder.

### **Financial year - Balance sheet**

**Art. 16.** The Company's financial year begins on January 1<sup>st</sup> and closes on December 31<sup>st</sup>.

**Art. 17.** Each year, as of the 31<sup>st</sup> of December, the management will draw up the balance sheet which will contain a record of the properties of the Company together with its debts and liabilities and be accompanied by an annex containing a summary of all its commitments and the debts of the manager(s) and shareholders toward the company.

At the same time, the management will prepare a profit and loss account which will be submitted to the general meeting of shareholders together with the balance sheet.

**Art. 18.** Each shareholder may inspect at the head office the inventory, the balance sheet and the profit and loss account.

**Art. 19.** The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortisation, charges and provisions represents the net profit of the Company.

Every year five per cent of the net profit will be transferred to the statutory reserve.

This deduction ceases to be compulsory when the statutory reserve amounts to one tenth of the issued capital but must be resumed till the reserve fund is entirely reconstituted if, at any time and for any reason whatever, it has been broken into.

The balance is at the disposal of the shareholders.

However, the shareholders may decide, at the majority vote determined by the relevant laws, that the profit, after deduction of the reserve, be either carried forward or transferred to an extraordinary reserve.

### **Winding-up - Liquidation**

**Art. 20.** The liquidation will be carried out by one or more liquidators, physical or legal persons, appointed by the general meeting of shareholders which will specify their powers and fix their remuneration.

When the liquidation of the Company is closed, the assets of the Company will be attributed to the shareholders at the pro-rata of their participation in the share capital of the company.

### **Applicable law**

**Art. 21.** The laws here above mentioned in article 1<sup>st</sup> shall apply in so far as these Articles of Incorporation do not provide for the contrary.

### *Transitory measures*

Exceptionally the first financial year shall begin today and end on December 31, 2014.

### *Subscription - Payment*

All the 12,500 (twelve thousand five hundred) shares representing the capital have been entirely subscribed by Breecore Limited, prenamed, and fully paid up in cash, therefore the amount of EUR 12,500 (twelve thousand five hundred euros) is as now at the disposal of the Company Alpi Investments S.à r.l., proof of which has been duly given to the notary.

### *Estimate of costs*

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about thousand five hundred euro.

### *General meeting*

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named person, representing the entirety of the subscribed capital and exercising the powers devolved to the meeting, passed the following resolutions:

- 1) The following persons are appointed managers of the Company for an undetermined duration:
  - Mr Marcel Stephany, with professional address at 23, Cité Aline Mayrisch, L-7268 Bereldange.
  - Mr Christophe Kosman, with address at 29, route des Prés-Bois, 1215 Geneva 15, Switzerland.

In accordance with article eleven of the Articles, the Company shall be bound by the joint signature of any two members of the board of managers.

- 2) The Company shall have its registered office at L-1445 Luxembourg, 1A, rue Thomas Edison.

The undersigned notary who understands and speaks English, hereby states that on request of the above appearing person, the present incorporation deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

In faith of which we, the undersigned notary have set hand and seal in Luxembourg-City, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder, said person signed with us, the Notary, the present original deed.

### **Traduction française du texte qui précède**

L'an deux mille quatorze, le vingt-six mai

Par devant Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Comparaît:

Breecore Limited, une société de droit Chypriote, ayant son siège social à 332, Angiou Andreou Str., bâtiment Patrician Chambers, 3035 Limassol, Chypre, et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Nicosie sous le numéro HE 280634.

Fondateur ici représenté par Madame Rachel UHL, juriste, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée.

Ladite procuration, paraphée "ne varietur" par le comparant et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Lequel a requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société à responsabilité limitée qu'il déclare constituer et dont il a arrêté les statuts comme suit:

### **Dénomination - Siège - Objet - Durée.**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est constitué par cet acte une société à responsabilité limitée, régie par les présents statuts et par les lois luxembourgeoises actuellement en vigueur, notamment par celle du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

A tout moment, un associé unique peut s'associer à un ou plusieurs partenaires et, de la même manière, les associés ultérieurs peuvent prendre toutes mesures appropriées pour restaurer le caractère unipersonnel de la société. Aussi longtemps que la Société demeure avec un seul associé, ce dernier exerce les pouvoirs attribués à l'Assemblée Générale des associés.

**Art. 2.** La dénomination de la société sera "Alpi Investments S.à r.l."

**Art. 3.** L'objet de la Société est de prendre des participations et des intérêts sous quelque forme que ce soit, dans toutes sociétés ou entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères et d'acquérir par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation ou de toute autre manière tous titres et droits, tous brevets et licences, et autres propriétés, droits et intérêts de propriété que la Société jugera approprié, et plus généralement les détenir, gérer, développer, les vendre ou en disposer, en tout ou partie, aux conditions que la Société jugera appropriées, et en particulier en contrepartie d'actions ou de titres de toute société les acquérant; de prendre part, d'assister ou de participer à des transactions financières, commerciales ou autres, et d'octroyer à toute société holding, filiale ou filiale apparentée, ou toute autre société liée d'une manière ou d'une autre à la Société ou aux dites holdings, filiales ou filiales apparentées dans lesquelles la Société a un intérêt financier direct ou indirect, tous concours, prêts, avances ou garanties; d'emprunter et de lever des fonds de quelque manière que ce soit et de garantir le remboursement de toute somme empruntée; enfin de mener à bien toutes opérations généralement quelconques se rattachant directement ou indirectement à son objet.

La Société peut réaliser toutes opérations commerciales, techniques et financières, en relation directe ou indirecte avec les activités prédécrites aux fins de faciliter l'accomplissement de son objet.

**Art. 4.** Le siège social est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par décision modificatrice des statuts. Le siège social pourra être transféré dans la commune par décision de la gérance.

La Société pourra ouvrir des bureaux ou succursales, au Luxembourg et à l'étranger.

Au cas où la gérance estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social, ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège restera luxembourgeoise. Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par la gérance.

**Art. 5.** La Société est constituée pour une durée indéterminée.

**Art. 6.** Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

**Art. 7.** Les créanciers, représentants, ayants-droit ou héritiers des associés ne pourront pour quelque motif que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées.

### Capital - Parts sociales

**Art. 8.** Le capital social est fixé à EUR 12.500 (douze mille cinq-cents euros), représenté par 12.500 (douze mille cinq-cents) parts sociales de EUR 1.- (un euro) chacune.

**Art. 9.** Chaque part sociale confère un droit de vote identique lors de la prise de décisions.

**Art. 10.** Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Aucune cession de parts sociales entre vifs à un tiers non-associé ne peut être effectuée qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Pour le reste, il est référé aux dispositions des articles 189 et 190 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Les parts sont indivisibles à l'égard de la Société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elle.

### Gérance

**Art. 11.** La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent un conseil de gérance. Le(s) gérant(s) ne sont pas obligatoirement associés. Les gérants peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans justification, par une résolution des associés titulaires de la majorité des votes.

Dans les rapports avec les tiers, le gérant unique, et en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance a tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social et pourvu que les termes du présent article aient été respectés.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du gérant et en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La société sera engagée par la seule signature de son gérant unique, et, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux membres du conseil de gérance.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, peut subdéléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, détermine les responsabilités et la rémunération (s'il y en a) de ces agents, la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

En cas de pluralité de gérants, les réunions du conseil de gérance se tiendront valablement si la majorité des gérants sont présents ou représentés.

Dans ce cas, les résolutions du conseil de gérance sont adoptées à la majorité des gérants présents ou représentés.

L'utilisation de la vidéo conférence et de conférence téléphonique est autorisée si chaque participant est en mesure d'entendre et d'être entendu par tous les membres du Conseil de Gérance participants, utilisant ou non ce type de technologie. Ledit participant sera réputé présent à la réunion et sera habilité à prendre part au vote via téléphone ou la vidéo.

Les pouvoirs et rémunérations des gérants éventuellement nommés postérieurement en sus ou en remplacement des premiers gérants seront déterminés dans l'acte de nomination.

**Art. 12.** Un gérant ne contracte en raison de ses fonctions, aucune obligation personnelle quant aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société; simple mandataire, il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

La Société indemnisera tout gérant et leurs héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de biens pour tous frais, dommages, coûts et indemnités raisonnables qu'ils auront encourus par suite de leur comparution en tant que



défendeurs dans des actions en justice, des procès ou des poursuites judiciaires qui leur auront été intentés de par leurs fonctions actuelles ou anciennes de gérants, ou à la demande de la Société, de toute autre société dans laquelle la Société est actionnaire ou créancier et que de ce fait ils n'ont pas droit à indemnisation, exception faite pour les cas où ils auraient été déclarés coupables pour négligence grave ou pour avoir manqué à leurs devoirs envers la Société; en cas d'arrangement transactionnel, l'indemnisation ne portera que sur les matières couvertes par l'arrangement transactionnel et dans le cas où la Société serait informée par son conseiller juridique que la personne à indemniser n'aura pas manqué à ses devoirs envers la Société. Le droit à indemnisation qui précède n'exclut pas pour les personnes susnommées d'autres droits auxquels elles pourraient prétendre.

**Art. 13.** Les décisions des gérants sont prises en réunions du conseil de gérance.

Chaque gérant peut prendre part aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit ou par télécopie, câble, télégramme ou télex un autre gérant pour le représenter.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil de gérance.

Dans ces cas, les résolutions ou décisions à prendre seront expressément prises, soit formulées par écrit par voie circulaire, par courrier ordinaire, électronique ou télécopie, soit par téléphone, téléconférence ou autre moyen de télécommunication.

### Décisions des associés

**Art. 14.** Les décisions des associés sont prises en assemblées générales.

Toutefois, la tenue d'assemblées générales n'est pas obligatoire, tant que le nombre des associés est inférieur à vingt-cinq.

Dans ce cas, chaque associé recevra le texte complet de chaque résolution ou décision à prendre, expressément formulées et émettra son vote par écrit, transmis par courrier ordinaire, électronique ou télécopie.

**Art. 15.** Les résolutions ne sont valablement adoptées que pour autant qu'elles soient prises par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Si ce quorum n'est pas atteint lors de la première assemblée, une seconde assemblée sera immédiatement convoquée par lettre recommandée.

Lors de cette deuxième assemblée, les résolutions seront adoptées à la majorité des associés votant quelle que soit la portion du capital représenté.

Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des statuts ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Toute assemblée se tiendra à Luxembourg ou à tout autre endroit que la gérance déterminera.

Un associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés par les dispositions de la section XII de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Il s'ensuit que toutes décisions qui excèdent les pouvoirs reconnus aux gérants sont prises par l'associé unique.

### Exercice social - Comptes annuels

**Art. 16.** L'exercice social commence le premier janvier et se termine le 31 décembre.

**Art. 17.** Chaque année, avec effet au 31 décembre, la gérance établira le bilan qui contiendra l'inventaire des avoirs de la Société et de toutes ses dettes actives et passives, avec une annexe contenant un résumé de tous ses engagements, ainsi que les dettes des gérants et associés envers la société.

Au même moment la gérance préparera un compte de profits et pertes qui sera soumis à l'assemblée ensemble avec le bilan.

**Art. 18.** Tout associé peut prendre communication au siège social de la Société de l'inventaire, du bilan et du compte de profits et pertes.

**Art. 19.** L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges et amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent du bénéfice net seront affectés à la réserve légale.

Ces prélèvements cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve légale aura atteint un dixième du capital social, mais devront être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve se trouve entamé.

Le solde du bénéfice net est distribué entre les associés.

Néanmoins, les associés peuvent, à la majorité prévue par la loi, décider qu'après déduction de la réserve légale, le bénéfice sera reporté à nouveau ou transféré à une réserve spéciale.



## Dissolution - Liquidation

**Art. 20.** Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

La liquidation terminée, les avoirs de la Société seront attribués aux associés au pro rata de leur participation dans le capital de la Société.

### Loi applicable

**Art. 21.** Les lois mentionnées à l'article 1<sup>er</sup>, ainsi que leurs modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'est pas dérogé par les présents statuts.

### Disposition transitoire

Exceptionnellement le premier exercice commencera le jour de la constitution pour finir le 31 décembre 2014.

### Souscription - Libération

Les 12.500 (douze mille cinq-cents) parts sociales représentant l'intégralité du capital social ont toutes été souscrites par Brecore Limited, prénommé, et ont été intégralement libérées par des versements en numéraire, de sorte que la somme de EUR 12.500 (douze mille cinq-cents euros) se trouve dès maintenant à la disposition de la Société Alpi Investments S.à r.l., ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

### Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ mille cinq cents euro.

### Assemblée générale

Immédiatement après la constitution de la Société, le comparant précité, représentant la totalité du capital social, exerçant les pouvoirs de l'assemblée, a pris les résolutions suivantes:

- 1) Les personnes suivantes sont nommées gérants de la Société pour une durée indéterminée:
  - Monsieur Marcel Stephany, avec adresse professionnelle au 23, Cité Aline Mayrisch, L-7268 Bereldange.
  - Monsieur Christophe Kosman, avec adresse au 29, route des Prés-Bois, 1215 Genève 15, Suisse.

Conformément à l'article 11 des statuts, la Société se trouvera engagée par la signature conjointe de deux membres du conseil de gérance.

- 2) Le siège social de la Société est établi à L-1445 Luxembourg, 1A rue Thomas Edison.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate par le présent qu'à la requête de la personne comparante les présents statuts sont rédigés en anglais suivis d'une version française, à la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire, elle a signé avec nous notaire la présente minute.

Signé: R. UHL, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils le 28 mai 2014. Relation: LAC/2014/24745. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): I. THILL.

Référence de publication: 2014079741/356.

(140094125) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juin 2014.

## Fermain Investments S.C.S., Société en Commandite simple.

**Capital social: EUR 60.513,02.**

Siège social: L-1940 Luxembourg, 174, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 132.376.

### EXTRAIT

Le 14 décembre 2013, la société SAFIC S.A. une société régie par la loi Suisse avec siège social à 3, rue des Pilettes, CH-1700 Fribourg a cédé l'entière de ses parts A1, à Madame Béatrice Shaad, née à Nyon, Suisse le 30 septembre 1967 et résidant à 21, rue des Bains, CH-1205 Genève, Suisse.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014078375/13.

(140092770) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2014.

**Accessible Luxury Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 33.572.400,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 115.309.

In the year two thousand fourteen on thirtieth day of May.

Before Us, Maître Henri BECK, notary residing in Echternach, Grand Duchy of Luxembourg,

**THERE APPEARED:**

Accessible Luxury Holdings 1 S.A., a public limited liability company incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 51, Avenue John F. Kennedy, L-1855, Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 116526 (the Sole Shareholder),

being the sole shareholder of Accessible Luxury Holdings S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and organised under the laws of Luxembourg, having its registered office at 51, Avenue John F. Kennedy, L-1855, Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 115309 (the Company), incorporated pursuant to a deed of Maître Paul Bettingen, notary residing in Echternach, dated March 20, 2006, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, on June 13, 2006, number 1148. The articles of association of the Company (the Articles) have been amended since then and the last time on May 30, 2014, pursuant to a deed of the undersigned notary, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations,

the Sole Shareholder hereby represented by Peggy Simon, private employee, residing professionally in Echternach, by virtue of a proxy given under private seal.

Such proxy, after having been signed *in* varietur by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The appearing party, as represented above, has requested the undersigned notary to record the following:

I. that the Sole Shareholder holds one hundred percent (100%) of the share capital of the Company, and consequently may deliberate upon the matters set forth below;

II. that the Sole Shareholder shall resolve on the following:

1. Closing of the current financial year of the Company on the date of this deed (being 30 May 2014) and approval of the balance sheet of the Company as at 30 May 2014;

2. Transfer of the registered office, principal establishment, central administration and place of effective management of the Company from the Grand-Duchy of Luxembourg to Italy, with effect as of the date of registration of the Company in Italy without the Company being dissolved but, on the contrary, with full corporate and legal continuance;

3. Transformation of the Company into a limited liability company under Italian law (S.r.l.), upon the transfer, with modification of the corporate denomination of the Company from "Accessible Luxury Holdings S.à r.l." to "Oro Holding S.r.l.", and complete restatement of the articles of association of the Company so as to conform them with Italian law;

4. Confirmation that the Company will, upon transfer and change of nationality, remain the owner of all its assets and liabilities without discontinuity or limitations, including from a tax perspective;

5. Acknowledgment of the resignation of the managers of the Company and granting of discharge (*quitus*) to them for the performance of their respective mandates;

6. Appointment of new directors;

7. Appointment of the internal auditor (*revisore dei conti*) of the Company;

8. Empowerment and authorisation of the current managers, each acting individually, in order to perform, in the Grand Duchy of Luxembourg, all actions and formalities in connection with the transfer of the registered office, principal establishment, place of effective management and central place of administration of the Company from the Grand Duchy of Luxembourg to Italy;

9. Empowerment and authorisation of the newly appointed directors, each acting individually, in order to complete the transfer of the registered office, principal establishment place of effective management and central place of administration of the Company from Luxembourg to Italy and to accomplish all steps, formalities and procedures necessary or required to finalise the transfer in accordance with Italian law, including without limitation, the authority to proceed to the amendment to the Company's articles of association for the purposes of compliance with Italian law;

10. Miscellaneous.

III. That the Sole Shareholder has taken the following resolutions:

*First resolution*

The Sole Shareholder resolves to close the current financial year of the Company on the date of this deed (being 30 May 2014). After the presentation of the balance sheet of the Company as at 30 May 2014 which has been prepared in accordance with Luxembourg accounting law and principles, the Sole Shareholder resolves to approve the balance sheet.

This balance sheet, after having been signed “ne varietur” by the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached hereto to be registered with the present deed.

*Second resolution*

The Sole Shareholder resolves to transfer the registered office, principal establishment, place of effective management and central place of administration of the Company, without any change to the legal personality of the Company, from the Grand-Duchy of Luxembourg to Milan, Italy with effect from the date of the entry of this notarial deed with the Milan Companies' Register (the Effective Date).

As a result of such transfer, the Company will adopt Italian nationality and henceforth be subject to Italian law, without the Company being dissolved but on the contrary with full corporate and legal continuance.

*Third resolution*

As a result of the second resolution, the Sole Shareholder resolves to transform, with effect from the Effective Date, the Company, currently existing as a limited liability company under Luxembourg law, into a limited liability company under Italian law (S.r.l.), and to amend the articles of association of the Company accordingly to the extent necessary so as to conform them to Italian law.

The Company will further change its corporate denomination from “Accessible Luxury Holdings S.à r.l.” into “Oro Holding S.r.l.”; it being acknowledged that the corporate purpose of the Company, its duration and corporate capital shall not be amended.

The amended and approved articles of association in Italian language are included at the end of the present deed.

It is understood that the legal requirements set forth under Italian law for the adoption of the restated articles of association in accordance with Italian law need to be accomplished.

*Fourth resolution*

The Sole Shareholder resolves to confirm that the Company will, upon transfer and change of nationality, remain the owner of all its assets and liabilities without any limitations or discontinuity, including from a tax perspective. The Company will thus continue to own all its assets and liabilities incurred or entered into before the transfer and change of nationality.

*Fifth resolution*

The Sole Shareholder resolves to accept the resignation of the managers of the Company (being Eckart Vogler, Virginie Boussard, Gustave Stoffel, Ubaldo Migliorati, John Mowinckel, and Giovanni Bonandini), with effect from the Effective Date and to give them discharge (quitus) for the performance of their respective mandate, from the date of their respective appointment to the Effective Date.

*Sixth resolution*

The Sole Shareholder resolves to appoint, with effect from the Effective Date, the following persons as directors of the Company in accordance with Italian law until the date on which the shareholders' meeting to approve the financial statements related to the financial year in which the directors are appointed is held:

- Mr. Massimo Gallina, born in Verbania (VB), Italy, on October 10, 1965, with address at via Sant'Isidoro n.1, Bogogno (NO), Italy, fiscal code GLLMSM65M10L746X, as director of the Company;
- Mr. Marco Pierettori, born in Civitavecchia, Italy, on May 28, 1972, with address at via Al Chioso 11, Lugano, Switzerland, fiscal code PRTMRC72E28C773I, as director of the Company;
- Mr. Rohan Maxwell, born in Tameside, England, on November 11, 1977, with address at via Fontana 8, Lugano, Switzerland, fiscal code MXWRHN77S11Z114A, as director of the Company;
- Mr. Roberto Saviane, born in Milan, Italy, on April 25, 1945, with address at via Solferino 12, Milan, Italy, fiscal code SVNRRT53D25F205C, as director of the Company;
- Mr. Giovanni Bonandini, born in Padova, Italy, on July 22, 1971, with address at Viale Fellissent 90, Treviso, Italy, fiscal code BNNGN71L22G224T, as director of the Company;
- Mr. Marco De Simoni, born in Perugia, Italy, on April 4, 1972, with address at piazza Pietro Gobetti 14, Milan, Italy, fiscal code SVNRRT53D25F205C, as director of the Company.

The Sole Shareholder further resolves to appoint from the above directors, Mr. Massimo Gallina as chairman of the board of directors, and to approve an annual fee in an amount of (i) EUR 2,000.00 for each director and (ii) EUR 5,000.00 for the chairman of the board of directors.

*Seventh resolution*

The Sole Shareholder resolves to appoint from the Effective Date as internal auditor (“revisore dei conti”) Ms Elena Albertoni, born on November 29, 1979, in Milan, Italy, with address at via Valentini Adolfo 12, Limbiate (MB), Italy, fiscal code LBRLNE79S69F205G, for a period ending on the date on which the shareholders' meeting to approve the financial statements related to the 2016 financial year is held.

The Sole Shareholder further resolves to approve such auditor's annual fee in an amount of EUR 6,000.00.

#### *Eighth resolution*

The Sole Shareholder resolves to empower and authorise the current managers of the Company (being Eckart Vogler, Virginie Boussard, Gustave Stoffel, Ubaldo Migliorati, John Mowinckel, and Giovanni Bonandini) each acting individually, in order to perform, in the Grand Duchy of Luxembourg, all actions and formalities in connection with the transfer of the registered office, principal establishment, place of effective management and central place of administration of the Company from the Grand Duchy of Luxembourg to Italy.

#### *Ninth resolution*

The Sole Shareholder resolves to empower and authorise the newly appointed directors of the Company (as identified in the Sixth Resolution above), each acting individually, in order to complete the transfer of the registered office, principal establishment place of effective management and central place of administration of the Company from Luxembourg to Italy and to accomplish all steps, formalities and procedures necessary or required to finalise the transfer in accordance with Italian law, including, without limitation, the authority to proceed to the amendment to the Company's articles of association for the purposes of compliance with Italian law.

#### *Estimate of costs*

The aggregate amount of costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which are to be borne by the Company or which shall be charged to the Company by reason of this deed, are estimated at approximately four thousand Euro (EUR 4.000.-).

#### *Statement*

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing party and in case of discrepancies between the English version and the French version, the English version will be prevailing.

No further business being brought before the meeting, the Meeting is closed.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Echternach, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, the proxyholder of the appearing party signed together with Us, the notary, the present original deed.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède**

L'an deux mille quatorze, le trentième jour de mai.

Par-devant Nous, Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg,

#### **A COMPARU:**

Accessible Luxury Holdings 1 S.A., une société anonyme constituée en vertu des lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social se situe au 51, Avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 116526 (l'Associé Unique),

étant l'associé unique de Accessible Luxury Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et organisée en vertu des lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social se situe au 51, Avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 115309 (la Société), constituée suivant un acte de Maître Paul Bettingen, notaire de résidence à Echternach, daté du 20 mars 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, le 13 juin 2006, numéro 1148. Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés depuis et pour la dernière fois le 30 mai 2014, suivant un acte du notaire instrumentant en cours de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations,

l'Associé Unique représenté ici par Peggy Simon, employée privée, résidant professionnellement à Echternach, en vertu d'une procuration donnée à sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire agissant pour le compte de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec celui-ci auprès des autorités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. que l'Associé Unique détient cent pourcent (100%) du capital social de la Société, et en conséquence peut délibérer sur les points énoncés ci-dessous;

II. que l'Associé Unique doit décider de ce qui suit:

1. Clôture de l'exercice social en cours de la Société à la date du présent acte (soit le 30 mai 2014) et approbation du bilan de la Société au 30 mai 2014;

2. Transfert du siège social, de l'établissement principal, de l'administration centrale et du lieu de gestion effective de la Société du Grand-Duché de Luxembourg en Italie, avec effet à la date d'immatriculation de la Société en Italie sans dissolution de la Société mais, au contraire, avec pleine continuation de sa personnalité morale et juridique;

3. Transformation de la Société en une société anonyme de droit italien (S.r.l.), dès le transfert, avec modification de la dénomination sociale de la Société de “Accessible Luxury Holdings S.à r.l.” en “Oro Holding S.r.l.”, et refonte complète des statuts de la Société afin de les rendre conformes au droit italien;

4. Confirmation que la Société, dès le transfert et le changement de nationalité, restera propriétaire de tous ses actifs et passifs sans discontinuité ou limitations, y compris d’un point de vue fiscal;

5. Prise d’acte de la démission des gérants de la Société et quitus donné à ces gérants pour l’accomplissement de leurs mandats respectifs;

6. Nomination de nouveaux administrateurs;

7. Nomination de l’auditeur interne (revisore dei conti) de la Société;

8. Octroi du pouvoir et de l’autorisation aux gérants actuels, chacun agissant individuellement, afin de réaliser, au Grand-Duché de Luxembourg, tous les actes et formalités en relation avec le transfert du siège social, de l’établissement principal, du lieu de gestion effective et lieu de l’administration centrale de la Société du Grand-Duché de Luxembourg en Italie;

9. Octroi du pouvoir et de l’autorisation aux administrateurs nouvellement nommés, chacun agissant individuellement, afin de parvenir au transfert du siège social, de l’établissement principal, du lieu de gestion effective et lieu de l’administration centrale de la Société du Luxembourg en Italie et de réaliser toutes les étapes, formalités et procédures nécessaires ou requises à la finalisation du transfert conformément au droit italien, y compris mais sans s’y limiter, l’autorité de procéder à la modification des statuts de la Société dans le but de se conformer au droit italien;

10. Divers.

III. Que l’Associé Unique a pris les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L’Associé Unique décide de clôturer l’exercice social en cours de la Société à la date du présent acte (soit au 30 mai 2014). Après présentation du bilan de la Société au 30 mai 2014, préparé conformément aux lois et aux principes comptables de Luxembourg, l’Associé Unique décide d’approuver le bilan. Ledit bilan, après avoir été signé “ne varietur” par la partie comparante et le notaire instrumentant, restera jointe avec la présente afin d’être enregistré avec le présent acte.

#### *Seconde résolution*

L’Associé Unique décide de transférer le siège social, l’établissement principal, le lieu de gestion effective et le lieu de l’administration centrale de la Société, sans aucun changement de la personnalité juridique de la Société, du Grand-Duché de Luxembourg à Milan, Italie, avec effet à la date de l’enregistrement du présent acte notarié auprès du registre des sociétés de Milan (la Date de Prise d’Effet).

En raison de ce transfert, la Société adoptera la nationalité italienne et sera désormais soumise au droit italien, sans dissolution de la Société mais au contraire avec pleine continuation de sa personnalité morale et juridique.

#### *Troisième résolution*

En raison de la seconde résolution, l’Associé Unique décide de transformer, avec effet à la Date de Prise d’Effet, la Société, actuellement existante en tant que société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, en une société anonyme de droit italien (S.r.l.), et de modifier en conséquence les statuts de la Société dans la mesure nécessaire à les rendre conformes au droit italien.

La Société changera en outre sa dénomination sociale de “Accessible Luxury Holdings S.à r.l.” en “Oro Holding S.r.l.”, étant entendu que l’objet de la Société, sa durée et son capital social ne seront pas modifiés.

Les statuts ainsi modifiés et approuvés en langue italienne seront repris ci-après à la fin de l’acte.

Il est entendu que toutes les obligations légales telles que définies par le droit italien en vue de l’adoption des statuts mis à jour conformément au droit italien devront être accomplies.

#### *Quatrième résolution*

L’Associé Unique décide de confirmer que la Société, dès le transfert et le changement de nationalité, restera propriétaire de tous ses actifs et passifs sans limitations ou discontinuité ou, y compris d’un point de vue fiscal. La Société continuera ainsi détenir tous ses actifs et les passifs encourus ou contractés avant le transfert et le changement de nationalité.

#### *Cinquième résolution*

L’Associé Unique décide d’accepter la démission des gérants de la Société (à savoir Eckart Vogler, Virginie Boussard, Gustave Stoffel, Ubaldo Migliorati, John Mowinckel, et Giovanni Bonandini), avec effet à la Date de Prise d’Effet et de leur donner quitus pour l’accomplissement de leurs mandats respectifs, à compter de la date de leur nomination respective à la Date de Prise d’Effet.

#### *Sixième résolution*

L'Associé Unique décide de nommer, avec effet à la Date de Prise d'Effet, les personnes suivantes en tant qu'administrateurs de la Société conformément au droit italien jusqu'à la date à laquelle se tiendra l'assemblée des actionnaires qui approuvera les états financiers relatifs à l'exercice social au cours duquel les administrateurs sont nommés:

- M. Massimo Gallina, né à Verbania (VB), Italie, le 10 octobre 1965, ayant son adresse à via Sant'Isidoro n.1, Bogogno (NO), Italie, code fiscal GLLMSM65M10L746X, en tant qu'administrateur de la Société;
- M. Marco Pierettori, né à Civitavecchia, Italie, le 28 mai 1972, ayant son adresse à via Al Chioso 11, Lugano, Suisse, code fiscal PRMRC72E28C773I, en tant qu'administrateur de la Société;
- M. Rohan Maxwell, né à Tameside, Angleterre, le 11 novembre 1977, ayant son adresse à via Fontana 8, Lugano, Suisse, code fiscal MXWRHN77S11Z114A, en tant qu'administrateur de la Société;
- M. Roberto Saviane, né à Milan, Italie, le 25 avril 1945, ayant son adresse à via Solferino 12, Milan, Italie, code fiscal SVNRRT53D25F205C, en tant qu'administrateur de la Société;
- M. Giovanni Bonandini, né à Padoue, Italie, le 22 juillet 1971, ayant son adresse à Viale Fellissent 90, Trévis, Italie, code fiscal BNNGN71L22G224T, en tant qu'administrateur de la Société;
- M. Marco De Simoni, né le Perugia, Italie, le 4 avril 1972, ayant son adresse à piazza Pietro Gobetti 14, Milan, Italie, code fiscal SVNRRT53D25F205C, en tant qu'administrateur de la Société.

L'Associé Unique décide en outre de nommer d'entre les administrateurs ci-dessus, M. Massimo Gallina en tant que président du conseil d'administration, et d'approuver une rémunération annuelle de (i) EUR 2.000,00 pour chaque administrateur et (ii) EUR 5.000,00 pour le président du conseil d'administration.

#### *Septième résolution*

L'Associé Unique décide de nommer à compter de la Date de Prise d'Effet en tant qu'auditeur interne (revisore dei conti) Mme Elena Albertoni, née le 29 novembre 1979, à Milan, Italie, ayant son adresse à via Valentini Adolfo 12, Limbiate (MB), Italie, code fiscal LBRLNE79S69F205G, pour une période prenant fin à la date à laquelle se tiendra l'assemblée des actionnaires qui approuvera les états financiers relatifs à l'exercice social 2016.

L'Associé Unique décide en outre d'approuver une rémunération annuelle de cet auditeur d'un montant de EUR 6.000.

#### *Huitième résolution*

L'Associé Unique décide d'octroyer pouvoir et d'autoriser les gérants actuels de la Société (à savoir Eckart Vogler, Virginie Boussard, Gustave Stoffel, Ubaldo Migliorati, John Mowinckel, et Giovanni Bonandini) chacun agissant individuellement, afin de réaliser, au Grand-Duché de Luxembourg, tous les actes et formalités en relation avec le transfert du siège social, de l'établissement principal, du lieu de gestion effective et du lieu de l'administration centrale de la Société du Grand-Duché de Luxembourg en Italie.

#### *Neuvième résolution*

L'Associé Unique décide d'octroyer pouvoir et d'autoriser les administrateurs nouvellement nommés de la Société (tels qu'identifiés dans la Sixième Résolution ci-dessus), chacun agissant individuellement, afin de parvenir au transfert du siège social, de l'établissement principal, du lieu de gestion effective et du lieu de l'administration centrale de la Société du Luxembourg en Italie et de réaliser toutes les étapes, formalités et procédures nécessaires ou requises à la finalisation du transfert conformément au droit italien, y compris mais sans s'y limiter, l'autorité de procéder à la modification des statuts de la Société dans le but de se conformer au droit italien;

#### *Estimation des frais*

Le montant total des dépenses, coûts, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit qui incomberont à la Société ou qui devront être facturés à la Société du fait du présent acte sont estimés à approximativement quatre mille Euros (EUR 4.000.-).

#### *Déclaration*

Le notaire soussigné qui comprend et parle anglais, déclare ici que sur demande de la partie comparante ci-dessus, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française. A la demande de la même partie comparante et en cas de divergences entre la version anglaise et la version française, la version anglaise prévaudra.

Aucun autre point n'étant soumis à l'assemblée, celle-ci est close.

### **Suivent les statuts en langue italienne**

#### **STATUTO**

**1. Denominazione.** E' costituita a sensi e per gli effetti di cui agli articoli 2463 e seguenti del codice civile una società a responsabilità limitata con un unico socio, sotto la seguente denominazione:

“Oro Holding S.r.l.”

Potrà essere ricostituita in qualsiasi momento la pluralità dei soci.



Ai sensi dell'articolo 2250 quarto comma del codice civile, finché la società avrà un unico socio, negli atti e nella corrispondenza verrà così indicata:

“Oro Holding S.r.l. Società con unico socio”

**2. Sede.** La società ha sede nel Comune di Milano (MI), all'indirizzo risultante dalla apposita iscrizione eseguita presso il registro delle Imprese a sensi dell'art. 111-ter disposizioni di attuazione del codice civile.

L'Organo Amministrativo ha facoltà di istituire e di sopprimere ovunque unità locali operative (ad esempio succursali, filiali o uffici amministrativi senza stabile rappresentanza) ovvero di trasferire la sede sociale nell'ambito del Comune sopra indicato; spetta invece all'assemblea dei soci deliberare la istituzione di sedi secondarie o il trasferimento della sede in Comune diverso da quello sopra indicato.

**3. Oggetto.** La società, nel rispetto di quanto statuito dall'art. 12, comma 3, d.m. 17 febbraio 2009, n. 29, ha per oggetto l'acquisto, la gestione e la disposizione di interessenze e partecipazioni in altre società ed enti di qualsivoglia natura, non nei confronti del pubblico.

Ai fini del raggiungimento dell'oggetto sociale, la società potrà altresì:

- a) svolgere attività finanziarie, mobiliari, immobiliari e commerciali;
- b) concedere fidejussioni, avalli e prestare garanzie reali e personali anche per debiti di terzi.

Tutte le suddette attività dovranno essere svolte nei limiti e nel rispetto delle disposizioni di legge vigenti ed è in particolare escluso l'esercizio nei confronti del pubblico di ogni attività qualificata dalla normativa vigente come attività finanziaria nonché di ogni attività riservata agli iscritti in albi professionali.

La società può altresì svolgere direttamente, nell'interesse delle società partecipate o delle controllate, ogni attività connessa o accessoria rispetto all'attività propria o a quelle delle partecipate o controllate medesime.

A tal fine la società può, in particolare, compiere a favore delle società partecipate o controllate ogni opportuna operazione, ivi inclusa la concessione di finanziamenti o di garanzie reali e personali anche per debiti di terzi.

**4. Durata.** La durata è fissata al 31 dicembre 2050, salvo proroga od anticipato scioglimento.

**5. Domicilio dei soci.** Il domicilio dei soci per i loro rapporti con la società è quello risultante dal libro dei soci, a tal fine eletto ovvero, ove la società non adotti tale libro, quello risultante dalle periodiche comunicazioni al registro delle imprese, cui gli amministratori sono tenuti ai sensi di legge.

#### **6. Capitale - Finanziamenti.**

Capitale sociale. Il capitale è di euro 33.572.400,00 (trentatremilionicinquecentosettantaduemilaquattrocento).

Ai sensi dell'art. 2464 c.c. possono essere conferiti in società tutti gli elementi dell'attivo suscettibili di valutazione economica.

##### **Aumento del capitale sociale**

Il capitale potrà essere aumentato a pagamento (mediante nuovi conferimenti in denaro o in natura) o a titolo gratuito (mediante passaggio a capitale di riserve o di altri fondi disponibili) in forza di deliberazione dell'assemblea dei soci da adottarsi con le maggioranze previste per la modifica del presente Statuto.

La deliberazione di aumento del capitale sociale non può essere attuata fin quando i conferimenti precedentemente dovuti non siano stati integralmente eseguiti.

In tutti i casi di aumento del capitale sociale a pagamento spetta ai soci il diritto di sottoscriverlo in proporzione alla partecipazione da ciascuno già posseduta, salvo che la decisione dei soci, riguardante l'aumento, con eccezione del caso di cui all'art.

2482-ter, non preveda, espressamente, la destinazione dell'aumento stesso a terzi soggetti; in tale ultimo caso ai soci che non consentono alla decisione spetta il diritto di recesso di cui all'art. 2473 c.c. Il diritto di sottoscrizione preferenziale non spetta nel caso in cui le partecipazioni debbano essere liberate mediante conferimenti in natura.

Nel caso di aumento gratuito la quota di partecipazione di ciascun socio resta immutata.

##### **Riduzione del capitale sociale**

Il capitale potrà essere ridotto nei casi e con le modalità di legge mediante deliberazione dell'Assemblea dei soci da adottarsi con le maggioranze previste per la modifica del presente Statuto.

In caso di riduzione del capitale per perdite, può essere omesso il preventivo deposito presso la sede sociale dei documenti di cui all'articolo 2482 bis secondo comma del codice civile, qualora consti il consenso unanime di tutti i soci espresso in assemblea e tale rinuncia risulti dal relativo verbale.

La deliberazione di riduzione del capitale sociale mediante rimborso ai soci può essere eseguita soltanto nel rispetto del termine e delle modalità previste dall'articolo 2482 secondo comma del codice civile.

##### **Finanziamenti dei soci**

I finanziamenti dei soci potranno essere effettuati nel rispetto delle norme in vigore e delle deliberazioni del Comitato Interministeriale per il Credito ed il Risparmio e sempre che ricorrano i requisiti che non facciano considerare detti finanziamenti attività di raccolta del risparmio, ai sensi della normativa in materia bancaria e creditizia.

I finanziamenti concessi dai soci sono a titolo completamente gratuito, in deroga alla presunzione stabilita dall'art. 1282 del codice civile, salva diversa decisione assembleare.

I versamenti dei soci in conto capitale sono, in ogni caso, infruttiferi di interessi.

Emissione di titoli di debito

La società può emettere titoli di debito ai sensi dell'art. 2483 del codice civile.

La decisione relativa all'emissione dei titoli di debito è attribuita alla competenza dei soci.

**7. Partecipazione sociale e sua circolazione.** I diritti sociali spettano ai soci in misura proporzionale alla partecipazione da ciascuno vantata. Tuttavia, per decisione unanime dei soci, potranno essere attribuiti a singoli soci particolari diritti riguardanti l'amministrazione della società o la distribuzione degli utili. La modificazioni di tali pattuizioni, una volta assunta, sarà possibile soltanto con il consenso unanime dei soci.

Le partecipazioni sociali sono liberamente trasferibili per successione o per atto tra vivi.

**8. Decisioni dei soci.** I soci decidono sulle materie loro riservate dalla legge e da questo statuto nonché sugli argomenti che uno o più amministratori o tanti soci che rappresentino almeno un terzo del capitale sociale sottopongono alla loro approvazione.

I soci in mora nell'esecuzione dei conferimenti non possono partecipare alle decisioni dei soci.

Il voto del socio vale in misura proporzionale alla sua partecipazione al capitale sociale.

Le decisioni dei soci possono essere adottate mediante deliberazione assembleare ai sensi dell'art. 2479-bis c.c. ovvero mediante consultazione scritta o sulla base del consenso espresso per iscritto.

Le decisioni dei soci devono essere adottate in forma assembleare nelle materie di cui all'art. 2479, comma 2, nn. 4) e 5) c.c. e nelle altre materie eventualmente previste dal presente atto ovvero quando lo richiedano uno o più amministratori o tanti soci che rappresentino almeno la metà del capitale sociale.

Consultazione scritta o consenso espresso per iscritto

Nel caso in cui la decisione dei soci possa essere adottata mediante consultazione scritta tra i soci o sulla base del consenso espresso per iscritto, dai documenti sottoscritti, anche separatamente, da ciascun socio, devono risultare con chiarezza l'argomento oggetto della decisione ed il consenso alla stessa.

Le decisioni dei soci fuori dal metodo assembleare sono assunte con il voto favorevole di tanti soci che rappresentino la maggioranza del capitale sociale, salvo che il presente statuto non richieda per determinate materie maggioranze diverse.

Assemblea dei soci

Convocazione

L'assemblea è convocata mediante avviso inviato al domicilio di ciascun socio almeno otto giorni prima di quello fissato per l'adunanza o, se inviato successivamente, ricevuto almeno cinque giorni prima.

L'avviso di convocazione deve essere inviato con lettera raccomandata, ovvero con qualsiasi altro mezzo idoneo ad assicurare la prova dell'avvenuto ricevimento.

L'avviso dovrà contenere l'indicazione del giorno, dell'ora e del luogo della riunione nonché l'elenco dettagliato degli argomenti da trattare. Avvenuta la convocazione, l'assemblea si reputerà deserta ove, allo scadere di un'ora da quella fissata nell'avviso, non sia possibile per il presidente constatare la valida costituzione per mancanza del quorum minimo.

Sono valide le assemblee totalitarie di cui all'ultimo comma dell'art. 2479-bis del codice civile, anche con intervenuti dislocati in più luoghi audio/video collegati.

Rappresentanza

Il socio può farsi rappresentare in assemblea mediante delega scritta, da conservarsi agli atti della società, a norma di legge.

Luogo di riunione

L'assemblea si riunisce presso la sede sociale ovvero o in qualsiasi altro luogo, anche all'estero, secondo quanto stabilito nell'avviso di convocazione.

Video e teleconferenza

L'assemblea può svolgersi con interventi dislocati in più luoghi, contigui o distanti, audio/video collegati a condizione che siano rispettati il metodo collegiale e i principi di buona fede e di parità di trattamento dei soci, ed in particolare a condizione che:

a) sia consentito al presidente dell'assemblea, anche a mezzo del proprio ufficio di presidenza, di accertare l'identità e la legittimazione degli intervenuti, regolare lo svolgimento della adunanza, constatare e proclamare i risultati della votazione;

b) sia consentito al soggetto verbalizzante di percepire adeguatamente gli eventi assembleari oggetto di verbalizzazione;

c) sia consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione ed alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno;



d) vengano indicati nell'avviso di convocazione (salvo che si tratti di assemblea totalitaria) i luoghi audio/video collegati a cura della società, nei quali gli intervenuti potranno affluire, dovendosi ritenere svolta la riunione nel luogo ove saranno presenti il presidente ed il soggetto verbalizzante.

#### Quorum costitutivi e deliberativi

L'assemblea è validamente costituita, qualunque sia l'argomento da trattare, con la presenza di tanti soci rappresentanti, nel complesso, più della metà del capitale sociale e delibera, validamente, con lo stesso quorum, salvo che per le delibere aventi ad oggetto le modificazioni del presente Statuto, nei quali è richiesto il voto favorevole di tanti soci che rappresentino almeno il 75% del capitale sociale.

Sono valide le assemblee totalitarie ai sensi di legge.

#### Presidenza

La presidenza dell'assemblea compete al presidente del consiglio di amministrazione e, in caso di assenza od impedimento del presidente, nell'ordine, al vice presidente e all'amministratore delegato, se nominati.

Qualora né gli uni né gli altri possano o vogliano esercitare tale funzione gli intervenuti designano a maggioranza assoluta del capitale rappresentato il presidente fra i presenti.

L'assemblea nomina un segretario, anche non socio.

Le deliberazioni dell'assemblea devono risultare dal verbale firmato dal presidente e dal segretario.

Nei casi di legge ed inoltre quando il presidente dell'assemblea lo ritenga opportuno il verbale viene redatto da un notaio.

#### Sistemi di votazione

Le deliberazioni sono prese per alzata di mano a meno che la maggioranza richieda l'appello nominale.

E' escluso, in ogni caso, il voto a scrutinio segreto.

**9. Amministrazione.** La società è amministrata da un consiglio di amministrazione composto da sei membri.

I componenti dell'organo amministrativo:

a) vengono in ogni caso nominati nel rispetto delle prescrizioni di cui al combinato disposto degli artt. 2475 e 2383, quarto e quinto comma c.c.;

b) durano in carica a tempo indeterminato, fino a revoca o rinuncia, ovvero per il periodo di volta in volta determinato dalla decisione dei soci;

c) possono essere anche non soci;

d) possono essere cooptati nei casi e con le modalità di legge.

Norme di funzionamento del consiglio di amministrazione

Il funzionamento del consiglio di Amministrazione è così regolato:

Poteri del consiglio e rappresentanza della società Il Presidente del consiglio di amministrazione ed il Vice Presidente, se nominato, hanno la rappresentanza generale della società.

Il potere di gestione generale, per il compimento di tutti gli atti di ordinaria e straordinaria amministrazione, senza limitazione alcuna, è attribuito collegialmente al consiglio, il quale deciderà sul compimento dell'atto.

Il consiglio di amministrazione potrà deliberare l'attribuzione di deleghe ad un comitato esecutivo, composto da alcuni suoi membri, ovvero ad uno o più consiglieri, prevedendo, di volta in volta, le modalità esplicative dei poteri gestori e di rappresentanza spettanti agli amministratori delegati. In ogni caso agli amministratori delegati non potrà essere attribuito alcuno dei poteri e delle attività non delegabili per legge.

Il Presidente o gli amministratori delegati - quest'ultimi laddove nominati e nell'ambito dei poteri delegati - daranno esecuzione all'esterno alla decisione consigliare, rappresentando la società verso i terzi, anche senza bisogno di apposita investitura in sede di deliberazione.

Le seguenti materie non potranno essere delegate e saranno di competenza esclusiva del consiglio di amministrazione:

- approvazione e successive modifiche del business plan e del budget della Società;
- investimenti eccedenti l'importo di Euro 25.000, fatta eccezione per quelli previsti nel business plan e del budget della Società;
- assunzione di finanziamenti, fatta eccezione per quelli previsti nel business plan e del budget della Società;
- operazioni di acquisto e/o vendita di partecipazioni, di cessione di rami d'azienda, fatta eccezione per quelli previsti nel business plan e del budget della Società, nonché la costituzione di nuove società o joint ventures;
- operazioni di acquisto e/o vendita di beni aziendali eccedenti l'importo di Euro 25.000, fatta eccezione per quelli previsti nel business plan e del budget della Società;
- operazioni di acquisto e/o vendita di diritti di proprietà intellettuale, la stipula di contratti attivi e/o passivi di licenza su tali diritti, fatta eccezione per quelli previsti nel business plan e del budget della Società;
- la concessione di garanzie sui beni aziendali;
- aumenti di capitale sociale, emissione di titoli di debito convertibili e/o diritti di opzione;
- proposte di fusione e/o scissione e/o trasformazione della Società;

- proposte di modifica dello statuto sociale;
- la sottoscrizione di contratti con parti correlate;
- proposte di distribuzione di dividendi;
- il rilascio di deleghe di voto nelle assemblee di società controllate.

#### Decisioni

Qualora nessun amministratore si opponga, le decisioni del consiglio di amministrazione possono essere assunte fuori dal metodo collegiale, mediante consultazione o consenso scritto, con decisione che dovrà risultare, anche da atti separati, nella forma scritta e comunque in modo tale che dai documenti sottoscritti dagli amministratori risultino con chiarezza l'argomento oggetto della decisione ed il consenso alla stessa.

Ove anche uno solo dei membri del consiglio non sia d'accordo sulla deroga al metodo collegiale ed in ogni altro caso in cui, per legge o per volontà, i consiglieri adottino il metodo collegiale per l'assunzione della decisione gestoria, il consiglio dovrà funzionare secondo le disposizioni che seguono.

#### Convocazione e riunione

Il Consiglio si riunisce nel luogo indicato nell'avviso di convocazione (nella sede sociale o altrove) tutte le volte che il Presidente o chi ne fa le veci lo giudichi necessario, o quando ne sia fatta richiesta dalla maggioranza degli Amministratori in carica.

Di regola la convocazione è fatta almeno tre giorni liberi prima della riunione ovvero un giorno prima, in caso di urgenza.

Le adunanze del consiglio di amministrazione e le sue deliberazioni sono valide anche senza formale convocazione, quando intervengono tutti i consiglieri ed i sindaci effettivi in carica.

Le riunioni di consiglio sono presiedute dal Presidente e, in caso di sua assenza o impedimento, dal Vice Presidente, qualora sia stato nominato, o, in mancanza anche di quest'ultimo, dal Consigliere designato dal Consiglio stesso.

Il consiglio può radunarsi per audioconferenza, a condizione che tutti i partecipanti possano essere identificati, sia loro consentito di seguire la discussione, di intervenire in tempo reale alla trattazione degli argomenti affrontati, di esaminare, ricevere e trasmettere documenti. L'adunanza si considera tenuta nel luogo in cui si trovano il Presidente e il Segretario.

#### Deliberazioni

Per la validità delle deliberazioni del consiglio è necessaria la presenza della maggioranza degli amministratori in carica.

Le deliberazioni si prendono a maggioranza assoluta degli intervenuti. In caso di parità di voti prevale il voto del Presidente.

#### Verbalizzazioni

Le deliberazioni del consiglio di amministrazione devono risultare da verbali che, trascritti su apposito libro tenuto a norma di legge, vengono firmati da chi presiede e dal segretario nominato di volta in volta anche tra estranei al consiglio.

**10. Compenso degli amministratori.** Agli Amministratori spetta il rimborso delle spese sostenute per ragioni del loro ufficio.

I soci possono inoltre assegnare agli amministratori un compenso da determinarsi con decisione valida fino a modifica, nonché determinare un'indennità per la cessazione dalla carica e deliberare l'accantonamento per il relativo fondo di quiescenza. Si applica altresì l'articolo 2389, terzo comma, del codice civile.

**11. Organo di controllo e revisione legale dei conti.** Nei casi previsti dall'articolo 2477 secondo e terzo comma codice civile ed in tutti i casi in cui sia comunque obbligatorio per legge, deve essere nominato l'organo di controllo previsto dall'articolo 2477 codice civile, costituito da un solo membro effettivo, in possesso dei requisiti richiesti dalle disposizioni di legge vigenti in materia, che dura in carica per tre esercizi.

Il funzionamento dell'organo di controllo è regolato dalle disposizioni vigenti in materia di società per azioni.

Il suddetto organo di controllo, se in possesso dei requisiti previsti dall'articolo 2409 bis codice civile, esercita inoltre la revisione legale dei conti.

Nei casi in cui non sia obbligatoria la nomina dell'organo di controllo di cui al precedente paragrafo, l'assemblea può nominare, quale organo incaricato di effettuare la revisione legale dei conti, un Revisore iscritto nell'apposito Registro, in carica per tre esercizi; il Revisore dovrà altresì essere nominato in tutti i casi in cui la sua nomina sia obbligatoria per legge.

**12. Esercizio sociale - Bilanci.** L'esercizio sociale si chiude al 31 dicembre di ogni anno. Alla fine di ogni esercizio l'organo amministrativo provvede, in conformità alle prescrizioni di legge, alla formazione del bilancio sociale.

Il bilancio di esercizio deve essere presentato ai soci per l'approvazione entro centoventi giorni dalla chiusura dell'esercizio, ovvero entro centottanta giorni, qualora ricorrano le condizioni previste dall'ultimo comma dell'art. 2364 del codice civile.

#### 13. Utili e acconti sui dividendi. util

L'utile netto di bilancio distribuibile è soltanto quello realmente conseguito e risultante dal bilancio regolarmente approvato.

Non può farsi luogo a ripartizione di utili ove si verifichi una perdita del capitale sociale, finché il capitale non sia reintegrato o ridotto in misura proporzionale.

L'assemblea che approva il bilancio decide sulla distribuzione degli utili ai soci.

Dagli utili netti annuali deve essere dedotta, in ogni caso e preliminarmente rispetto alla eventuale distribuzione, una somma corrispondente alla ventesima parte degli stessi da destinarsi a riserva legale, fino a quando quest'ultima non abbia raggiunto il quinto del capitale sociale, ovvero, se la riserva è discesa al di sotto di questo importo, fino alla reintegrazione della stessa.

Acconti sui dividendi

Il Consiglio di amministrazione può deliberare la distribuzione di acconti sui dividendi, nei limiti e con le modalità stabilite dalla legge.

**14. Scioglimento e liquidazione.** Lo scioglimento anticipato volontario della società è deliberato dall'Assemblea dei soci con le maggioranze previste per la modifica del presente Statuto.

Nel caso di cui al precedente comma, nonché verificandosi una delle altre cause di scioglimento previste dall'art. 2484 codice civile ovvero da altre disposizioni di legge o dal presente Statuto, l'Assemblea con apposita deliberazione da adottarsi sempre con le maggioranze previste per la modifica del presente Statuto, dispone:

- il numero dei liquidatori e le regole di funzionamento del collegio in caso di pluralità di liquidatori;
- la nomina dei liquidatori, con indicazione di quelli ai quali spetta la rappresentanza della società;
- i criteri in base ai quali deve svolgersi la liquidazione;
- i poteri dei liquidatori;
- gli atti necessari per la conservazione del valore dell'impresa.

Ove non stabilito diversamente all'atto della nomina, i liquidatori hanno tutti i poteri previsti dall'art. 2489 codice civile.

La società può in ogni momento revocare lo stato di liquidazione ai sensi dell'articolo 2487 ter codice civile con deliberazione dell'assemblea presa con le maggioranze richieste per le modificazioni del presente Statuto. Al socio dissenziente spetta il diritto di recesso.

**15. Recesso ed esclusione.** Recesso.

I soci hanno diritto di recedere dalla società nei soli casi previsti dalla legge e dal presente statuto, in ogni caso nei tempi, con le modalità e con i diritti di legge.

Esclusione

Non sono previste cause di esclusione.

**16. Rinvio.** Per quanto non previsto nel presente statuto valgono le norme di legge in materia di società a responsabilità limitata.

Dont acte, fait et passé à Echternach, à la date qu'en tête des présentes.

Après lecture du document au mandataire de la partie comparante, le mandataire de la partie comparante a signé avec Nous, le notaire, le présent acte original.

Signé: P. SIMON, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 02 juin 2014. Relation: ECH/2014/1045. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 05 juin 2014.

Référence de publication: 2014079736/532.

(140093958) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juin 2014.

**PIT Business S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4601 Niederkorn, 74, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 176.687.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés, dans leur version abrégée, au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg conformément à l'art. 79(1) de la loi du 19/12/2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014077911/11.

(140091703) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juin 2014.

**Eltis, Société Anonyme.**

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 46.635.

Im Jahre zweitausendvierzehn, am dreiundzwanzigsten Tag des Monats Mai;

Vor dem unterzeichnendem Notar Carlo WERSANDT, mit Amtssitz in Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg);

**IST ERSCHIENEN:**

Herr Alex BENOY, Buchprüfer, beruflich wohnhaft in L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon,

handelnd in seiner Eigenschaft als Vertreter des Verwaltungsrates der Aktiengesellschaft „ELTIS“ gemäß Beschlusses des Verwaltungsrates vom 13. Mai 2014.

Vorgenannter Beschluss, von dem Erschienenen und dem amtierenden Notar „ne varietur“ unterzeichnet, bleibt dieser Urkunde angefügt, um mit derselben einregistriert zu werden.

Der Erschienene, handelnd in der beschriebenen Eigenschaft, ersuchte den amtierenden Notar, folgendes zu beurkunden:

1. Die nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg gegründete und bestehende Aktiengesellschaft „ELTIS“, mit Gesellschaftssitz in L-1140 Luxembourg, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg, Sektion B, unter der Nummer 46635, (die „Gesellschaft“), ist gegründet worden gemäß Urkunde aufgenommen durch Notar Alex WEBER, mit dem Amtssitz in Niederkerschen (Großherzogtum Luxemburg), am 19. Januar 1994, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, Nummer 187 vom 13. Mai 1994,

und deren Satzung wurden mehrmals abgeändert und zum letzten Mal gemäß Urkunde aufgenommen durch dem amtierenden Notar, am 2. Juli 2013, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 1944 vom 7. Oktober 2013.

2. Das Gesellschaftskapital beträgt sechzigtausendzweihundert Euro (60.200,-EUR) und ist eingeteilt in sechzigtausendzweihundert (60.200) Aktien mit einem Nennbetrag von je einem Euro (1,- EUR).

3. Gemäß der Absätze 2, 3 und 4 des Artikels 5 der Satzung ist der Verwaltungsrat der Gesellschaft ermächtigt, innerhalb der Grenzen des genehmigten Kapitals Kapitalerhöhungen wie folgt vorzunehmen:

„Das genehmigte Kapital beträgt achtzigtausend Euro (80.000,00 EUR), aufgeteilt in achtzigtausend (80.000) Aktien mit einem Nennbetrag von je einem Euro (1,00 EUR).

Der Verwaltungsrat wird ermächtigt und beauftragt:

- eine Kapitalerhöhung bis zur Höhe des genehmigten Kapitals zu tätigen in einer Gesamtausgabe oder in Teilausgaben in Abständen oder fortlaufend, von neuen Aktien mittels Einzahlung durch Bareinlagen, Sacheinlagen, Umwandlung von Forderungen oder auch, nach Genehmigung durch die jährliche Hauptversammlung, mittels Einbeziehen von Gewinnen oder Reserven,

- den Ort und den Zeitpunkt der Gesamtausgabe oder der eventuellen einzelnen Teilausgaben, den Emissionspreis, sowie die Zeichnungs- und Einzahlungsbedingungen festzulegen,

- das Vorzugsrecht zur Zeichnung der Aktionäre bei der obengenannten Neuausgabe von Aktien mittels Einzahlung von Bareinlagen oder Sacheinlagen, aufzuheben oder einzuschränken, und

- alle Schritte zu unternehmen, um nach jeder durch den Verwaltungsrat durchgeführten Kapitalerhöhung, diese Änderung durch notarielle Urkunde bestätigen zu lassen und den ersten Abschnitt des vorliegenden Artikels entsprechend anzupassen.

Diese Ermächtigung ist gültig für die Dauer von einem (1) Jahr, beginnend am Datum der Veröffentlichung dieser Satzung und kann bezüglich der Aktien des genehmigten Kapitals welche bis zu diesem Zeitpunkt noch nicht ausgegeben wurden, durch eine Hauptversammlung der Aktionäre erneuert werden.“

4. Durch Beschluss vom 6. Juni 2013 hat der Verwaltungsrat der Gesellschaft eine Erhöhung des Gesellschaftskapitals gemäß Artikel 5 der Satzung beschlossen.

Das Kapital der Gesellschaft wurde somit um einen Betrag von dreihundertvier Euro (EUR 304,-) erhöht und somit von seinem derzeitigen Betrag von sechzigtausendzweihundert Euro (60.200,- EUR) auf einen Betrag von sechzigtausendfünfhundertvier Euro (60.504,- EUR) durch die Schaffung und Ausgabe von dreihundertvier (304) neuen Aktien mit einem Nennwert von je einem Euro (1,- EUR), zuzüglich einer Ausgabepremie von tausendvierhundertneunundneunzig Euro (1.499,- EUR) pro Aktie, unter der Bedingung, dass der Ausgabepreis auf das Konto der Gesellschaft eingezahlt wird, angehoben.

5. Der Verwaltungsrat der Gesellschaft hat die Zeichnung der dreihundertvier (304) neuen Aktien angenommen und die vollständige Information über die Identität der Zeichner sowie die Anzahl der jeweils gezeichneten Aktien ist dem vorgenannten Beschluss des Verwaltungsrates zu entnehmen welcher dieser Urkunde beigegeben bleibt.

6. Die dreihundertvier (304) neuen Aktien wurden in bar für einen Gesamtbetrag von vierhundertsechsfünfundzigtausend Euro (456.000,- EUR) wovon dreihundertvier Euro (304,- EUR) dem Gesellschaftskapital und vierhundertfünf-

fundfünfzigtausendsechshundertsechundneunzig Euro (455.696,- EUR) der Emissionsprämie zuzuführen sind, bezahlt, wie durch Bankauszüge der Bank bewiesen.

Der unterzeichnete Notar bestätigt dass die Summe von vierhundertsechundfünfzigtausend (456.000,- EUR) der Gesellschaft überwiesen wurde.

7. Infolge dieser Erhöhung des Gesellschaftskapitals wird der erste Absatz des Artikels 5 der Satzung der Gesellschaft abgeändert und lautet demnach wie folgt:

„Das Gesellschaftskapital beträgt sechzigtausendfünfhundertvier Euro (60.504,-EUR) und ist eingeteilt in sechzigtausendfünfhundertvier (60.504) Aktien mit einem Nennbetrag von je einem Euro (1,- EUR).“

#### *Kosten*

Der Gesamtbetrag der Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Auslagen, unter welcher Form auch immer, welche der Gesellschaft aus Anlass dieser Urkunde entstehen und für die sie haftet, beläuft sich auf ungefähr tausendachthundert Euro.

WORÜBER die vorliegende notarielle Urkunde in Luxemburg, an dem oben angegebenen Tag, erstellt wurde.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an die erschienene Person, namens handelnd wie hiavor erwähnt, welche dem instrumentierenden Notar nach Vor- und Zunamen, Personenstand und Wohnort bekannt, hat dieselbe erschienene Person mit Uns, dem Notar, gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Signé: A. BENOY, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 28 mai 2014. LAC/2014/24715. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur (signé): Irène THILL.*

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 6 juin 2014.

Référence de publication: 2014080651/80.

(140095187) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2014.

### **Capital Ventures Investments S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons Malades.

R.C.S. Luxembourg B 157.868.

#### DISSOLUTION

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-seventh day of May.

Before me, Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster, (Grand-Duchy of Luxembourg), undersigned;

#### THERE APPEARED:

C&A CAPITAL VENTURES LIMITED, a company established and with registered office at Meliza Court, 4<sup>th</sup> Floor, 229 Arch. Makarios III Avenue 3105 Limassol, Cyprus, registered with Registrar of Companies and Official Receiver (D.R.C.O.R.) of the Republic of Cyprus under the number HE 174119; here represented by Mr Max MAYER, employee, with professional address at Junglinster, 3, route de Luxembourg, by virtue of a power of attorney delivered to her.

Said power of attorney signed "ne varietur" by the empowered mandatory and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed in order to be filed with it.

The appearing party, represented as said before, has requested the undersigned notary, to enact the following declarations and statements:

a) That the public limited company («société anonyme») "CAPITAL VENTURES INVESTMENTS", (hereafter the "Company"), having its registered office at L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons-Malades, inscribed at the Companies and Trade Register of Luxembourg («Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg»), section B, under the number 157868, incorporated by a deed drawn up by the undersigned notary residing in Junglinster, Grand-Duchy of Luxembourg, on the 29<sup>th</sup> of November 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N° 329 of 18<sup>th</sup> February 2011.

b) That the corporate capital of the Company is set at thirty-one thousand Euro (EUR 31,000.-), divided into thirty-one (31) shares, with a par value, of one thousand Euro (EUR 1,000.-) per share, fully paid up.

c) That the appearing party, represented as said before, has become successively the owner of all the shares of the Company.

d) That the activity of the Company having ceased, the appearing party pronounces the advanced dissolution with immediate effect of the Company, which is put into liquidation.

e) That the appearing party, as sole shareholder, appoints itself as liquidator of the Company.

f) That the appearing party declares to fix immediately the second and third meetings according to article 151 of the law of 10<sup>th</sup> August 1915 as modified on commercial companies and to hold them one after the other.

g) That the appearing party, in its capacity as liquidator of the Company, requests the notary to authenticate its declaration that all the liabilities of the Company have been settled or duly provisioned and that all the assets have been transferred in its favour.

h) That the appearing party will be vested with all the Company's assets and will undertake to pay all eventual liabilities of the Company even if presently unknown on the day of the dissolution.

i) That the declarations of the liquidator have been verified, as per report to be annexed, according to the law, by AbaCab S.à r.l., Réviseur, having its registered office at 231, Val des Bons-Malades à L-2121 Luxembourg, appointed by the Company's sole shareholder as "auditor to the liquidation".

j) That the appearing party approves the liquidation accounts as at 25 April 2014, and fully discharges the auditor to the liquidation with respect to its subsequent responsibility.

k) That the appearing party, during the third meeting, pronounces the closing of the liquidation and states that the Company has ceased to exist.

l) That full and entire discharge is granted to the Company's directors and auditor for the execution of their mandates up to today.

m) That the Company's Share Register will be cancelled.

n) That the records and documents of the dissolved Company will be kept at least for a period of five years at the previous registered office 231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg.

#### Costs

The amount of the expenses, remunerations and charges, in any form whatsoever, to be borne by the present deed are estimated at 850.- EUR, and the appearing party as sole shareholder, personally committed to it.

#### Statement

The undersigned notary, who understands and speaks French and English, states herewith that, at the request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version will prevail.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the empowered mandatory of the appearing party, who is known to the notary, by her surname, first name, civil status and residence, he signed together with Us, the notary, the present original deed.

#### **suit la version française du texte qui précède:**

L'an deux mille quatorze, le vingt-sept mai.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

#### A COMPARU:

C&A CAPITAL VENTURES LIMITED, une société établie et ayant son siège social à Meliza Court, 4<sup>ème</sup> étage, 229 Arch. Makarios III Avenue 3105 Limassol, Chypre, inscrite auprès du Registrar of Companies and Official Receiver (D.R.C.O.R.) of the Republic of Cyprus, n° HE 174119,

ici représentée par Monsieur Max MAYER, employé, avec adresse professionnelle à Junglinster, 3, route de Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée.

La prédite procuration, signée "ne varietur" par la mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Laquelle comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de documenter comme suit ses déclarations et constatations:

a) Que la société anonyme..CAPITAL VENTURES HOLDING S.A..., (ci-après la "Société"), avec siège social à L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons-Malades, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 157868, a été constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 29 novembre 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N° 329 du 18 février 2011.

b) Que le capital social de la Société est fixé à un montant de trente et un mille euros (31.000,- EUR), divisé en trente et une (31) actions d'une valeur nominale de mille euros (1.000,- EUR) par action, entièrement libérées.

c) Que la comparante, représentée comme dit ci-avant, est devenue successivement propriétaire de toutes les actions de la Société.

d) Que l'activité de la Société ayant cessé, la comparante prononce la dissolution anticipée de la Société avec effet immédiat et sa mise en liquidation.

e) Que la comparante, en tant qu'actionnaire unique, se désigne comme liquidateur de la Société.

f) Que la comparante déclare fixer à tout de suite la deuxième et la troisième assemblée conformément à l'article 151 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et les tenir immédiatement l'une après l'autre.



g) Qu'en sa qualité de liquidateur de la Société, elle requiert le notaire instrumentant d'acter qu'elle déclare avoir réglé tout le passif de la Société ou l'avoir dûment provisionné et avoir transféré tous les actifs à son profit.

h) Que la comparante est investie de tous les éléments actifs de la Société et répondra personnellement de tout le passif social et de tous les engagements de la Société même inconnus à ce jour.

i) Que les déclarations du liquidateur ont fait l'objet d'une vérification, suivant rapport en annexe, conformément à la loi, par AbaCab S.à r.l., cabinet de révision agréée, avec siège social au 231, Val des Bons-Malades à L-2121 Luxembourg, désigné "commissaire-vérificateur" par l'actionnaire unique de la Société.

j) Que la comparante approuve les comptes de liquidation au 25 avril 2014 et donne décharge pleine et entière au commissaire-vérificateur, concernant toute responsabilité ultérieure.

k) Que la comparante, constituée en troisième assemblée, prononce la clôture de la liquidation et constate que la Société a définitivement cessé d'exister.

l) Que décharge pleine et entière est accordée aux administrateurs et au commissaire aux comptes de la Société pour l'exécution de leurs mandats jusqu'à ce jour.

m) Qu'il a été procédé à l'annulation du Registre des Actions de la Société.

n) Que les livres et documents de la Société, dissoute, seront conservés pendant cinq ans au moins à l'ancien siège social au 231, Val des Bons-Malades à L-2121 Luxembourg.

#### *Frais*

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la Société en raison des présentes s'élève approximativement à 850,- EUR et la comparante, en tant qu'actionnaire unique, s'y engage personnellement.

#### *Constatation*

Le notaire soussigné qui comprend et parle le français et l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française, à la requête de la partie comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passée à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connue du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Max MAYER, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 30 mai 2014. Relation GRE/2014/2221. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Junglinster, le 10 juin 2014.

Référence de publication: 2014080562/119.

(140095559) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2014.

### **Dragafi SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-8399 Windhof, 11, route des Trois Cantons.

R.C.S. Luxembourg B 187.545.

#### — STATUTES

In the year two thousand fourteen, on the twenty-third day of May.

Before Us, Maître Paul BETTINGEN, civil law notary residing in Niederanven, Grand-Duchy of Luxembourg,

#### THERE APPEARED:

SAFINDI, société anonyme, existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office in L-8399 Windhof, 11, route des Trois Cantons, registered with the Trade and Companies Register in Luxembourg under section B and number 23.371, here represented by two of its directors, Mr. Frederik BERNARD, company's director, with professional address in L-8399 Windhof, Route des Trois Cantons 11, and Mrs. Els VERBRAECKEN, company's director, with professional address in B-2070, Zwijndrecht, Haven 1025, Scheldedijk 30.

Such appearing party, represented as stated hereabove, has required the officiating notary to enact the deed of incorporation of a public limited company (société anonyme) which it declares organized and the articles of incorporation of which shall be as follows:

**Art. 1. Corporate form and name.** These are the articles of association (the "Articles") of a public limited liability company ("société anonyme") whose name is DRAGAFI SA (hereafter the "Company").

The Company is incorporated under and governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the law dated 10 August 1915, on commercial companies, as amended (the "Law"), as well as by these Articles.

**Art. 2. Corporate object.**

2.1 The purposes for which the company is formed are all transactions pertaining directly or indirectly to the taking of participating interests in any enterprises in whatever form, as well as the administration, the management, the control and the development of such participating interests.

2.2 The company may particularly use its funds for the setting-up, the management, the development and the disposal of a portfolio consisting of any securities and patents of whatever origin, participate in the creation, the development and the control of any enterprise, acquire by way of contribution, subscription, underwriting or by option to purchase and any other way whatever, any type of securities and patents, realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise, have developed these securities and patents.

2.3 The company may borrow in any form whatever. The company may grant to the companies of the group or to its shareholders, any support, loans, advances or guarantees, within the limits of the law of August 10, 1915.

2.4 The company may take any measure to safeguard its rights and make any transactions whatsoever which are directly or indirectly connected with its purposes and which are liable to promote their development or extension.

**Art. 3. Duration.** The Company is formed for an unlimited period of time.

**Art. 4. Registered office.**

4.1 The registered office of the Company is established in the municipality of Koerich.

4.2 It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of an extraordinary resolution of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

4.3 The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the sole director or in case of plurality of directors, by a decision of the board of directors.

4.4 In the event that the board of directors or the sole director (as the case may be) should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the board of directors or the sole director (as the case may be) of the Company.

4.5 The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

**Art. 5. Capital - Shares - Share certificates.****5.1 Share Capital**

The issued share capital of the Company is set at EUR 32,000 (thirty-two thousand Euros) divided into 160 (one hundred and sixty) shares each with a nominal value of EUR 200 (two hundred Euros) per share.

**5.3 Shares**

The rights and obligations attached to the shares shall be identical except where otherwise provided for by these Articles or by the Law.

The shares may be registered or bearer shares, at the option of the shareholder, except those shares for which the law prescribes registered form.

Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Co-owners, usufructuaries and bare-owners, creditors and debtors of pledged shares have to appoint a sole person as their representative towards the Company. If there are several owners of shares or a smaller denomination of one share, the Company shall be entitled to suspend the exercise of the rights attaching thereto until one person is designated as being the owner, vis-à-vis the Company, of the share or smaller denomination.

**5.4 Changes to Share Capital**

The share capital may be changed at any time by a decision of the single shareholder or by decision of the shareholders' meeting, in accordance with Article 10 of these Articles and the Law.

**5.5 Transfer of Shares - Repurchase of Shares**

The shares are transferable in accordance with the provisions of the Law and these Articles.

The Company may repurchase its shares in accordance with the provisions of the Law. For the avoidance of doubt, the repurchased shares will not be taken into consideration for the determination of the quorum and majority, for as long as the aforementioned shares are held by the Company.

**Art. 6. Management.**

6.1 The Company may be managed by a sole director for as long as there is one shareholder. If the Company has more than one shareholder (or a shareholders' meeting has acknowledged the existence of more than one shareholder), the Company shall be managed by a board of directors composed of at least three (3) members who don't need to be shareholders of the Company.



6.2 The directors shall be appointed by shareholders' decision for a period of maximum six (6) years renewable and shall hold office until their successors are elected.

6.3 A director may be removed ad nutum with or without cause and replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

6.4 In the event of one or more vacancies on the board of directors because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may appoint one or more successors to fill such vacancies until the next shareholders' meeting. In such case, and for the avoidance of doubt, the board of directors may meet and take decisions and exercise all of its powers without limitation in the same manner as if the board of directors was composed only of directors appointed by the shareholders' meeting.

6.5 The director(s) may be compensated for his/her/their services as director and reimbursed for their reasonable expenses upon resolution of the shareholders.

6.6 If a legal entity is appointed as director, it shall appoint a permanent representative who will be in charge of this mission in the name of and on behalf of the legal entity. This permanent representative shall be subject to the same conditions and shall incur the same civil liability (responsabilité civile) as if he/she was carrying out this mission in his/her own name and on his/her own behalf, without prejudice to the joint and several liability (responsabilité solidaire) of the legal entity whom he/she represents.

The legal entity may only remove the permanent representative from his/her position if it simultaneously appoints a replacement permanent representative.

6.7 Any director assumes, by reason of his/her position, no personal liability in relation to any commitment validly undertaken by him/her in the name of the Company.

#### **Art. 7. Meetings of the board of directors.**

7.1 The board of directors shall appoint a chairman amongst its members. Exceptionally, the first chairman shall be appointed by the constitutive general meeting. The board of directors may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a director and who shall be responsible for keeping the minutes of the meeting of the board of directors and of the shareholders and who shall be subject to the same confidentiality provisions as those applicable to the directors.

7.2 The chairman shall preside at all meetings of the board of directors. In his absence the board of directors may appoint another chairman pro tempore by a majority of the votes cast by those present at any such meeting.

7.3 The board of directors shall meet upon call by the chairman or any director at the place indicated in the convening notice. The convening notice, containing the agenda and the place of the meeting, shall be sent by letter (sent by express mail or special courier), telegram, telex, telefax or e-mail at least 8 (eight) days before the date set for the meeting, except in circumstances of emergency in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice and in which case notice of at least twenty-four (24) hours prior to the hour set for such meeting shall be sufficient. Any notice may be waived by the consent of each director expressed during the meeting or in writing or telegram, telex, telefax or e-mail. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of directors. All reasonable efforts will be made so that, sufficiently in advance of any meeting of the board of directors, each director is provided with a copy of the documents and/or materials to be discussed or passed upon by the board of directors at such meeting.

7.4 A director may appoint any other director (but not any other person) to act as his/her representative at a board of directors' meeting and to attend, deliberate, vote and perform all his/her functions on his/her behalf at that board of directors' meeting. A director can act as representative for more than one other director at a board of directors' meeting provided that (without prejudice to any quorum requirements) at least two (2) directors are physically present at a board of directors' meeting held in person or participate in person in a board of directors' meeting held in accordance with the provisions of Article 7.5.

7.5 The use of video conferencing equipment and conference call shall be allowed and the directors using this technology shall be deemed to be present and shall be authorised to vote by video or by phone. After deliberation, votes may also be cast in writing or by fax or telegram or telex or by telephone provided in such latter event such vote is confirmed in writing.

7.6 The board of directors can deliberate or act validly only if at least a majority of the directors is present or represented at the meeting of the board of directors.

Decisions shall be taken by unanimous vote of the directors present or represented at such meeting.

The resolutions of the board of directors shall be recorded in minutes to be signed by the chairman (or in his/her absence by the chairman pro tempore who presided at such meeting) or any member of the board of directors of the Company.

7.7 Written resolutions signed by all the members of the board of directors shall have the same effect as resolutions taken during a board of directors' meeting.

7.8 In the event that any director of the Company may have any personal interest opposed to the Company's in any transaction submitted for approval by the board of directors, such director shall inform the board of directors such personal interest and shall not consider, or vote on such transaction, and such opposing interest shall be reported by the

board of directors to the following meeting of shareholders before any vote on any resolution. The above does not apply if the relevant transaction is entered into under fair market conditions and falls within the ordinary course of business of the Company.

7.9 Copies or extracts of the minutes and resolutions, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman (or in his/her absence by the chairman pro tempore who presided at such meeting) or any member of the board of directors of the Company.

**Art. 8. Powers of the board of directors.** All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles to the meeting of shareholders fall within the competence of the sole director, or in case of plurality of directors, of the board of directors. The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interests.

The board of directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and the representation of the Company for such management and affairs to one or more persons who do not need to be directors.

The sole director, or in case of plurality of directors, the board of directors may sub-delegate his/her/its powers for specific tasks to one or several ad hoc agents. The sole director, or in case of plurality of directors, the board of directors will determine the agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of the agency.

The sole director, or in case of plurality of directors, the board of directors may also confer all powers and special mandates to any person who need not to be a director, appoint and dismiss all officers and employees and determine their emoluments.

**Art. 9. Representation and signatory power.** The Company shall be bound by the signature of its sole director, and, in case of plurality of directors, by the joint signature of two members of the board of directors.

If one or more persons have been entrusted with the daily management and affairs of the Company, the Company will be bound, within the limits of the daily management, by the sole signature of such person(s).

**Art. 10. Shareholders' meetings.**

10.1 For as long as all the shares are held by only one shareholder, the single shareholder assumes all powers conferred to the shareholders' meeting and takes decisions in writing.

10.2 In case of plurality of shareholders, any regularly constituted shareholders' meeting of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company.

10.3 Any shareholders' meeting shall be convened in accordance with the provisions of the Law. It must be convened following the request of shareholders representing at least ten per cent (10%) of the Company's share capital so that it is held within the month of such request. Shareholders representing at least ten per cent (10%) of the Company's share capital may request the adjunction of one or several items to the agenda of any shareholders' meeting. Such request must be addressed to the Company's registered office by registered mail at least five (5) days before the date of the shareholders' meeting.

10.4 If all of the shareholders are present or represented at a shareholders' meeting, and if they state that they have waived the convening formalities, the shareholders' meeting may be held without prior notice.

10.5 Each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares he/she/it owns. Each share is entitled to one vote except where otherwise provided for by these Articles or by the Law.

10.6 Each shareholder may vote through voting forms sent by post or facsimile to the Company's registered office or to the address specified in the convening notice. The shareholders may only use voting forms provided by the Company and which contain at least the place, date and time of the shareholders' meeting, the agenda of the shareholders' meeting, as well as for each item on the agenda the possibility to vote in favour, against, or abstain from voting. Voting forms, which do not contain a vote nor an abstention, shall be void. The Company will only take into account voting forms received 1 (one) day prior to the shareholders' meeting they relate to. Voting forms received after that date will not be taken into consideration for the determination of the quorum and majorities.

10.7 The shareholders are entitled to participate at shareholders' meetings by videoconference or other telecommunication means allowing their identification, and are deemed to be present, for the determination of the quorum and majority. These means must comply with technical features allowing an effective participation at the shareholders' meeting whereof the deliberations are transmitted in a continuing way.

10.8 Each shareholder may be represented at any shareholder's meeting by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) a proxy or attorney who needs not to be a shareholder.

10.9 The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any shareholders' meeting.

10.10 The shareholders' meeting is invested with the broadest power to adopt and to ratify all acts related to the Company's interests. In particular, the shareholders' meeting will be competent in all the areas in which the board of directors, on its sole discretion, wishes for a formal approval of the shareholders' meeting.

10.11 Except as otherwise required by law, resolutions at shareholders' meeting duly convened will be passed by a simple majority of the votes cast.

Shareholders' meeting convened to amend any provision of the Articles shall not validly deliberate unless at least one half of the capital is represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles. If the first of these conditions is not satisfied, a second shareholders' meeting may be convened, in the manner prescribed by the Law. Such convening notice shall reproduce the agenda and indicate the date and the results of the previous shareholders' meeting. The second shareholders' meeting shall validly deliberate regardless of the proportion of the capital represented. At both shareholders' meetings, resolutions, in order to be adopted, must be adopted by two-third of the votes cast.

Where there is more than one class of shares and the resolutions of the shareholder's meeting are such as to change respective rights thereof, the resolutions must, in order to be valid, fulfill the conditions as to quorum and majority referred to here above with respect to each class.

The nationality of the Company may be changed and the commitments of the shareholders may be increased only with the unanimous consent of all the shareholders.

#### **Art. 11. Annual shareholders' meeting.**

11.1 The annual shareholders' meeting shall be held in the registered office, or at such other place at the registered office or at another place in the municipality of the registered office as may be specified in the notice of meeting on the, on the last Friday of the month of April, at 10:00 hours.

11.2 If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual shareholders' meeting shall be held on the following bank business day. The annual shareholders' meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the sole director, or in case of plurality of directors, the board of directors, exceptional circumstances so require.

**Art. 12. Audit.** The operations of the Company shall be supervised by one or more statutory auditors in accordance with the Law who need not to be shareholders. If there is more than one statutory auditor, the statutory auditors shall act as a collegium and form the board of auditors.

Irrespective of the above, the Company shall be supervised by one or more certified auditor(s) (réviseur(s) d'entreprises agréé(s)) where there is a legal requirement to that effect or where the Company is authorized by law to opt for and chooses to opt for the appointment of a certified auditor instead of a statutory auditor.

#### **Art. 13. Financial year - Distributions.**

##### 13.1 Financial Year

The Company's financial year starts on the 1<sup>st</sup> of January and ends on the 31<sup>st</sup> of December of each year, provided that, as a transitional measure, the first financial year of the Company starts on the date of its incorporation and ends on 31<sup>st</sup> December 2014.

##### 13.2 Legal Reserve

An amount equal to five per cent (5%) of the annual net profits of the Company shall be allocated to a statutory reserve, until and as long as this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's share capital.

##### 13.3 Distributions

13.3.1 Except where otherwise provided for in these Articles, each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

13.3.2 The shareholders' meeting shall determine how the remainder of the annual net profits shall be disposed of and may declare from time to time ordinary dividends without ever exceeding the amounts proposed by the sole director or, in case of plurality of directors, by the board of directors.

13.3.3 Interim dividends may be distributed by the sole director or, in case of plurality of directors, by the board of directors, subject to the conditions laid down by the Law.

#### **Art. 14. Dissolution and liquidation.**

14.1 The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single shareholder or of one of the shareholders.

14.2 Except in the case of dissolution by court order, the dissolution of the Company may take place only pursuant to a decision adopted by the shareholders' meeting in accordance with the conditions required for amendments to the Articles.

14.3 At the time of dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

**Art. 15. Reference to the law.** Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which there are no specific provisions in these Articles.

#### *Subscription and payment*

The Articles having thus been established, the founding shareholder represented as stated above declares to subscribe the entire share capital as follows:

Subscriber	Number of shares	Subscribed amount	% of share capital
SAFINDI, société anonyme, prenamed . . . . .	160	EUR 32,000	100 %
TOTAL . . . . .	160	EUR 32,000	100 %

All the shares have been fully paid-up by payment in cash, so that the amount of thirty-two thousand Euros (EUR 32,000) is now available to the Company, evidence thereof having been given to the notary so that as of now said amount is at the free disposal of the Company.

#### *Resolutions of the sole shareholder*

The founding shareholder, represented as stated hereabove, takes the following resolutions:

1. The number of directors is fixed at 4 (four) at incorporation.
2. The following persons are appointed as director for a period ending upon the holding of the annual meeting of shareholders to be held in 2019:
  - a. Mr. Alain BERNARD, born in Manono, Congo, on 29 December 1955, with professional address in B-2070 Zwijndrecht, Haven 1025, Scheldedijk 30.
  - b. Mr. Tom LENAERTS, born in Genk, Belgium, on 11 November 1973, with professional address in B-2070 Zwijndrecht, Haven 1025, Scheldedijk 30.
  - c. Mr Dirk POPPE, born in Blankenberge, on 21 August 1967, with professional address in B-2070 Zwijndrecht, Haven 1025, Scheldedijk 30, d. Mrs Els VERBRAECKEN, born in Geel, on 6 August 1970, with professional address in B-2070 Zwijndrecht, Haven 1025, Scheldedijk 30,
3. The following director is appointed as first chairman of the board of directors:  
Mr. Alain BERNARD, prenamed.
4. The following is appointed as statutory auditor for a period ending upon the holding of the annual meeting of shareholders to be held in 2015 Deloitte Audit s.à r.l., having its registered office in L-2220 Luxembourg, 560 rue de Neudorf, registered with the Register of Companies of Luxembourg under number B 67.895
5. The registered office of the Company shall be established in L-8399 Windhof, 11, route des Trois Cantons.

#### *Costs*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately one thousand two hundred Euros (EUR 1,200).

#### *Statements*

The undersigned notary states that the conditions provided for in article 26 as amended of the law of August 10<sup>th</sup>, 1915 on commercial companies as amended have been observed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will be prevailing.

#### *Power*

The appearing persons, acting in the above stated capacity do hereby grant power to any clerk and / or employee of the firm of the undersigned notary, acting individually, in order to document and sign any deed of amendment (typing error(s)) to the present deed.

WHEREOF the present deed was drawn up in Senningerberg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing acting in they hereabove stated capacities, the said persons signed together with the notary the present deed.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille quatorze, le vingt-trois mai.

Par-devant Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven, Grand-Duché du Luxembourg,

A COMPARU:

SAFINDI, société anonyme existant sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, avec siège à L-8399 Windhof, 11, route des Trois Cantons, immatriculée auprès du registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B et le numéro B 23.371,

ci-après représentée par deux de ses administrateurs, Monsieur Frederik BERNARD, administrateur de société, demeurant professionnellement à L-8399 Windhof, Route des Trois Cantons 11 et Madame Els VERBRAECKEN, administrateur de société, demeurant professionnellement à B-2070 Zwijndrecht 1025, Scheldedijk 1025.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société anonyme qu'elle déclare constituer et dont elle a arrêté les statuts comme suit:

**Art. 1<sup>er</sup>. Forme et dénomination sociale.** Ceux-ci sont les statuts (les «Statuts») d'une société anonyme qui porte la dénomination de DRAGAFI SA (ci après la «Société»).

La Société est constituée sous et régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle qu'amendée (la «Loi») ainsi que par les présents Statuts.

**Art. 2. Objet social.**

2.1 La Société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

2.2 La Société pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets.

2.3 La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle pourra, dans les limites fixées par la loi du 10 août 1915, accorder à toute société du groupe ou à tout actionnaire tous concours, prêts, avances ou garanties.

2.4 La Société prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui le favorisent.

**Art. 3. Durée.** La Société est constituée pour une durée illimitée.

**Art. 4. Siège social.**

4.1 Le siège social de la Société est établi dans la commune de Koerich.

4.2 Il peut être transféré à tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires délibérant comme en matière de modification des Statuts.

4.3 L'adresse du siège social peut-être transférée à l'intérieur de la commune par simple décision de l'administrateur unique ou en cas de pluralité d'administrateurs, par décision du conseil d'administration.

4.4 Dans l'éventualité où le conseil d'administration ou l'administrateur unique (selon le cas) déterminerait que des événements extraordinaires politiques, économiques ou des développements sociaux ont eu lieu ou sont imminents qui interféreraient avec les activités normales de la Société en son siège social ou avec la fluidité de communication entre le siège social et les personnes à l'étranger, le siège social peut être temporairement transféré à l'étranger jusqu'à la cessation complète de telles circonstances extraordinaires; de telles mesures temporaires n'auront pas d'effet sur la nationalité de la Société qui, malgré le transfert temporaire de son siège social, restera une société luxembourgeoise. De telles mesures temporaires seront prises et notifiées à toute partie intéressée par le conseil d'administration ou par l'administrateur unique (selon le cas) de la Société.

4.5 La Société peut avoir des bureaux et des succursales, tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

**Art. 5. Capital - Actions - Certificats d'actions.**

**5.1 Capital social**

Le capital social émis de la Société est fixé à EUR 32.000 (trente-deux mille Euros) divisé en 160 (cent soixante) actions ayant une valeur nominale de EUR 200 (deux cents Euros) chacune.

**5.3 Actions**

Les droits et obligations attachés aux actions seront identiques sauf disposition contraire des présents Statuts ou de la Loi.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, sauf dispositions contraires de la loi.

Envers la Société, les actions de la Société sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire est admis par action. Les copropriétaires, les usufruitiers et nu-propriétaires, créanciers et débiteurs d'actions gagées doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

S'il y a plusieurs détenteurs d'actions ou de fractions d'action, la Société sera autorisée à suspendre l'exercice des droits y relatifs jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant le détenteur, vis-à-vis de la Société, de l'action ou fraction.

**5.4 Modifications du Capital Social**

Le capital social peut être modifié à tout moment par une décision de l'actionnaire unique ou par une décision de l'assemblée générale des actionnaires, conformément à l'Article 10 des présents Statuts et de la Loi.

**5.5 Transfert d'Actions - Rachat d'Actions**

Les actions sont transférables en conformité avec les dispositions de la Loi et des présents Statuts.

La Société peut racheter ses propres actions en conformité avec les dispositions de la Loi. Pour éviter toute ambiguïté, les actions rachetées ne seront pas prises en compte pour la détermination du quorum et de la majorité aussi longtemps qu'elles restent détenues par la Société.

#### **Art. 6. Administration.**

6.1 La Société peut être gérée par un administrateur unique aussi longtemps qu'elle n'a qu'un actionnaire. Si la Société a plusieurs actionnaires, (ou si une assemblée générale des actionnaires a constaté l'existence de plus d'un actionnaire) la Société sera gérée par un conseil d'administration composé d'au moins trois (3) membres qui ne sont pas nécessairement actionnaires de la Société.

6.2 Les administrateurs sont nommés par décision des actionnaires pour une période de six (6) ans maximum renouvelable et resteront en fonction jusqu'à leur remplacement.

6.3 Un administrateur pourra être révoqué ad nutum avec ou sans motif et remplacé à tout moment par décision adoptée par les actionnaires.

6.4 En cas de vacance(s) au conseil d'administration pour cause de décès, retraite ou autre, les administrateurs restants peuvent nommer un ou plusieurs successeurs pour pallier à ces vacances, jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires. Dans un tel cas, et pour éviter tout doute, le conseil d'administration peut se réunir et prendre des décisions et exercer tous ses pouvoirs sans limitation de la même manière que si le conseil d'administration était composé uniquement d'administrateurs nommés par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

6.5 Le(s) administrateur(s) peu(ven)t être rémunéré(s) pour ses/leurs service(s) en tant qu'administrateur(s) et remboursés de leurs dépenses raisonnables sur décision des actionnaires.

6.6 Si une personne morale est nommée administrateur, elle devra désigner un représentant permanent qui sera en charge de cette mission au nom et pour le compte de la personne morale. Ce représentant permanent sera soumis aux mêmes conditions et encourra la même responsabilité civile que s'il/elle menait cette mission en son nom propre et pour son propre compte, sans préjudice de la responsabilité solidaire avec la personne morale qu'il/elle représente. La personne morale ne pourra remplacer le représentant permanent que si elle nomme simultanément un représentant permanent en remplacement.

6.7 Aucun administrateur ne contracte en raison de sa fonction, aucune responsabilité personnelle relativement aux engagements valablement entrepris par lui au nom de la Société.

#### **Art. 7. Réunions du conseil d'administration.**

7.1 Le conseil d'administration devra choisir parmi ses membres un président. Le premier président sera exceptionnellement nommé par l'assemblée générale extraordinaire de constitution. Le conseil d'administration pourra choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra aussi choisir un secrétaire, administrateur ou non, qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales et qui sera soumis aux mêmes règles de confidentialité applicables aux administrateurs.

7.2 Le président présidera toutes les réunions du conseil d'administration. En son absence, le conseil d'administration peut nommer un président pro tempore à la majorité des voix émises par les administrateurs présents ou représentés lors de cette réunion.

7.3 Le conseil d'administration se réunira sur convocation du président ou de tout administrateur à l'endroit indiqué dans l'avis de convocation. L'avis de convocation, contenant l'ordre du jour et le lieu de la réunion, doit être envoyé par lettre (par courrier express ou courrier spécial), télégramme, télex, télécopie ou e-mail au moins 8 (huit) jours avant la date fixée pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature de ces circonstances sera mentionnée dans l'avis de convocation et dans ce cas, un préavis d'au moins vingt-quatre (24) heures avant l'heure prévue pour la réunion sera suffisant. Il peut être renoncé à cette convocation par le consentement de chaque administrateur exprimé lors de la réunion ou par écrit ou par télégramme, télex, télécopie ou e-mail. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour les réunions tenues aux heures et lieux prévus dans un calendrier préalablement adopté par décision du conseil d'administration. Tous les efforts raisonnables seront effectués de sorte que, préalablement à toute réunion du conseil d'administration, une copie des documents et / ou supports à discuter ou examiner par le conseil lors de cette réunion soit fournie à chaque administrateur.

7.4 Un administrateur peut nommer un autre administrateur (mais aucune autre personne) pour agir comme son représentant à une réunion du conseil pour assister, délibérer, voter et exercer toutes ses fonctions en son nom à cette réunion du conseil d'administration. Un administrateur peut agir en tant que représentant pour plus d'un autre administrateur à une réunion du conseil à condition (sans préjudice des exigences de quorum), qu'au moins deux (2) administrateurs soient physiquement présents à une réunion du conseil tenue physiquement ou participent en personne à une réunion du conseil tenue conformément aux dispositions de l'article 7.5.

7.5 L'utilisation d'équipement de visioconférence ou conférence téléphonique est permise et les administrateurs utilisant ces technologies seront considérés présents et seront autorisés à voter par vidéo ou téléphone. Après délibérations, les votes peuvent également être émis par écrit ou fax ou télégramme, télex ou téléphone, pourvu que dans ce dernier cas, le vote soit confirmé par écrit.

7.6 Le conseil d'administration ne peut délibérer et agir valablement que si au moins la majorité des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration.



Les résolutions sont adoptées à l'unanimité des voix exprimées des administrateurs présents ou représentés à cette réunion.

Les décisions du conseil d'administration seront documentées dans des procès-verbaux, à signer par le président (ou, en son absence, par le président pro tempore qui présidait à cette réunion) ou par tout membre du conseil d'administration de la Société.

7.7 Des résolutions écrites signées par tous les membres du conseil d'administration produiront les mêmes effets que les résolutions adoptées lors d'une réunion du conseil d'administration.

7.8 Dans le cas où un administrateur a un intérêt personnel opposé à celui de la Société dans une opération soumise à l'approbation du conseil d'administration, cet administrateur devra en informer le conseil d'administration et ne pas prendre part aux délibérations ni aux votes sur cette opération, et ce conflit d'intérêt devra être rapporté par le conseil d'administration lors de la prochaine réunion de l'assemblée générale des actionnaires, avant tout vote sur d'autres résolutions. Ce qui précède ne s'applique pas aux opérations conclues dans des conditions normales de marché, ni aux opérations courantes réalisées dans le cours normal de l'activité de la Société.

7.9 Les copies ou extraits de ces procès-verbaux et résolutions qui pourraient être produits en justice ou autres seront signés par le président (ou, en son absence, par le président pro tempore qui présidait à cette réunion), tout membre du conseil d'administration de la Société.

**Art. 8. Pouvoirs du conseil d'administration.** Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la Loi ou par les présents Statuts à l'assemblée générale des actionnaires relèvent de la compétence de l'administrateur unique ou, en cas de pluralité d'administrateurs, du conseil d'administration. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour effectuer tous les actes d'administration ou de disposition dans l'intérêt de la Société.

Le conseil d'administration pourra déléguer, ses pouvoirs de gestion journalière et les affaires courantes de la Société ainsi que la représentation de la Société dans cette gestion et ces affaires, à une ou plusieurs personnes qui ne sont pas nécessairement administrateurs.

L'administrateur unique ou, en cas de pluralité d'administrateurs, le conseil d'administration pourra sous-déléguer sa compétence pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc. L'administrateur unique ou, en cas de pluralité d'administrateurs, le conseil d'administration déterminera les responsabilités et la rémunération éventuelle du mandataire, la durée de la période de représentation ainsi que toutes autres conditions pertinentes de ce mandat.

L'administrateur unique ou, en cas de pluralité d'administrateurs, le conseil d'administration pourra aussi conférer tous pouvoirs et mandats spéciaux à toute(s) personne(s) administrateurs ou non, nommer et révoquer des mandataires et employés et déterminer leurs émoluments.

**Art. 9. Représentation et pouvoir de signature.** La Société est engagée par la signature de son administrateur unique et, en cas de pluralité d'administrateurs, par la signature conjointe de deux membres du conseil.

Si une ou plusieurs personnes a/ont été déléguée(s) la gestion journalière et les affaires courantes de la Société, la Société sera engagée dans les limites de la gestion journalière par la signature unique de cette ou ces personnes.

**Art. 10. Assemblées des actionnaires.**

10.1 Aussi longtemps que les actions sont détenues par un seul actionnaire, cet actionnaire exerce tous les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des actionnaires et prend toutes ses décisions par écrit.

10.2 En cas de pluralité d'actionnaires, chaque assemblée des actionnaires de la Société, valablement constituée, représentera l'ensemble des actionnaires de la Société.

10.3 Toute assemblée générale devra être convoquée selon les règles prévues par la Loi. L'assemblée est convoquée par requête des actionnaires représentant au moins dix pour cent (10%) du capital social de la Société et ce dans le mois suivant l'introduction de la requête. Les actionnaires représentant au moins dix pour cent (10%) du capital social de la Société peuvent requérir l'adjonction d'un ou plusieurs points à l'ordre du jour de toute assemblée générale. Une telle requête doit être adressée au siège social de la Société par voie de courrier recommandé au moins cinq (5) jours avant la date de l'assemblée générale.

10.4 Lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés à l'assemblée générale des actionnaires, et s'ils déclarent avoir renoncé aux formalités s'attachant à la convocation, l'assemblée générale peut être tenue sans convocation préalable.

10.5 Chaque actionnaire peut participer aux décisions collectives indépendamment du nombre d'actions qu'il détient. Chaque action donne droit à une voix sauf dispositions contraires prévues par les présents Statuts ou par la Loi.

10.6 Chaque actionnaire peut voter par correspondance au moyen de formulaires de vote envoyés par voie postale ou télécopie au siège social de la Société ou à l'adresse spécifiée dans l'avis de convocation. Les actionnaires ne peuvent utiliser que des formulaires de vote fournis par la Société, lesquels indiquent au moins le lieu, la date et l'heure de la tenue de l'assemblée générale, l'ordre du jour ainsi que pour chaque point inscrit à l'ordre du jour, la possibilité de voter en faveur, contre ou de s'abstenir. Les formulaires de vote dans lesquels ne seraient mentionnés ni le sens du vote ni l'abstention seront considérés comme nuls. La Société ne tiendra compte que des formulaires de vote reçus 1 (un) jour précédant l'assemblée générale y relative. Les formulaires de vote reçus postérieurement à cette date ne seront pas pris en considération pour la détermination du quorum et majorité.

10.7 Les actionnaires peuvent participer à l'assemblée générale par visioconférence ou par d'autres moyens de télécommunication permettant leur identification, et sont réputés présents pour la détermination du quorum et de la majorité. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant la participation effective à l'assemblée générale dont les délibérations sont retransmises de manière continue.

10.8 Chaque actionnaire peut agir à toute assemblée des actionnaires en désignant par écrit (ou par fax ou e-mail ou d'autres moyens similaires) une autre personne, actionnaire ou non, comme mandataire.

10.9 Le conseil d'administration peut déterminer toutes les autres conditions qui devront être remplies par les actionnaires pour pouvoir participer à toute assemblée générale.

10.10 L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour adopter ou ratifier les actes qui intéressent la Société. En particulier, l'assemblée générale des actionnaires sera compétente dans tous les domaines dans lesquels le conseil d'administration, à sa seule discrétion, souhaite une approbation formelle de l'assemblée générale des actionnaires.

10.11 Sauf dispositions contraires de la loi, les décisions prises par l'assemblée générale des actionnaires dûment convoquée seront prises à la majorité simple de voix exprimées.

L'assemblée générale convoquée pour modifier toute disposition des Statuts ne peut délibérer valablement que si la moitié du capital est représenté et que l'ordre du jour indique les modifications aux Statuts proposées. Si la première de ces conditions n'est pas remplie, une seconde assemblée générale peut être convoquée suivant les règles prévues par la Loi. Cet avis de convocation devra reproduire l'ordre du jour et indiquer la date et les résultats recueillis lors de la précédente assemblée générale. La seconde assemblée générale pourra délibérer valablement indépendamment de la proportion du capital représentée. Tant à la première qu'à la seconde assemblée générale, les résolutions, en vue de leur adoption, devront être prises par deux-tiers des voix exprimées.

Lorsqu'il y a plus d'une catégorie d'actions et que les décisions de l'assemblée générale des actionnaires sont de nature à modifier leurs droits respectifs, les décisions doivent, pour être adoptées, remplir les conditions de quorum et de majorité ci-avant décrites pour chacune des catégories.

La nationalité de la Société ne peut être modifiée et les engagements des actionnaires augmentés que par l'accord unanime de tous les actionnaires.

#### **Art. 11. Assemblée générale annuelle.**

11.1 L'assemblée générale annuelle des actionnaires sera tenue au siège social, ou à tout autre endroit à l'intérieur de la commune du siège social stipulé dans la convocation le dernier vendredi du mois d'avril à 9:00 heures.

11.2 Si ce jour n'est pas un jour ouvrable bancaire à Luxembourg, l'assemblée générale annuelle des actionnaires sera tenue le jour ouvrable bancaire suivant. L'assemblée générale annuelle des actionnaires pourra être tenue à l'étranger, si de l'opinion absolue et finale de l'administrateur unique et en cas de pluralité d'administrateurs du conseil d'administration, des circonstances exceptionnelles le requièrent.

**Art. 12. Audit.** En conformité avec la Loi, les opérations de la Société seront contrôlées par un ou plusieurs commissaires aux comptes, actionnaires ou non. S'il y a plus d'un commissaire aux comptes, les commissaires aux comptes doivent agir en collège et former le conseil des commissaires aux comptes.

Indépendamment de ce qui précède, la Société sera contrôlée par un ou plusieurs réviseur(s) d'entreprises agréé(s) dans les cas prévus par la loi ou lorsque la loi permet à la Société d'opter pour, et que cette dernière choisit d'opter pour la nomination d'un réviseur d'entreprise agréé en lieu et place d'un commissaire aux comptes.

#### **Art. 13. Exercice social - Distributions.**

##### 13.1 Exercice social

L'exercice social de la Société commence le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre de chaque année, étant entendu que, à titre transitoire, le premier exercice social de la Société commence à la date de sa constitution et se termine le 31 décembre 2014.

##### 13.2 Réserve légale

Un montant égal à cinq pour cent (5%) du bénéfice annuel net de la Société devra être alloué à une réserve statutaire jusqu'à ce que cette réserve atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

##### 13.3 Distributions

13.3.1 Sauf dispositions contraires des présents Statuts, chaque action donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société en proportion directe avec le nombre d'actions émises.

13.3.2 L'assemblée générale des actionnaires détermine la manière dont le solde des bénéfices nets annuels sera alloué et pourra déclarer de temps à autre des dividendes ordinaires sans jamais excéder les montants proposés par l'administrateur unique ou, en cas de pluralité d'administrateurs, par le conseil d'administration.

13.3.3 Des acomptes sur dividendes peuvent être distribués par l'administrateur unique ou, en cas de pluralité d'administrateurs, par le conseil d'administration, sous réserves des dispositions prévues par la Loi.



#### Art. 14. Dissolution et liquidation.

14.1 La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension de droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'actionnaire unique ou de l'un des actionnaires.

14.2 Sauf dans le cas d'une dissolution sur décision judiciaire, la dissolution de la Société ne pourra être décidée qu'en vertu d'une décision des actionnaires prise dans les formes requises pour les modifications des Statuts.

14.3 Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, actionnaires ou non, nommés par les actionnaires qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

**Art. 15. Référence à la loi.** Pour tous les points non expressément prévus aux présents Statuts, il est fait référence aux dispositions de la Loi.

#### *Souscription et paiement*

Les Statuts ayant ainsi été établis, l'actionnaire fondateur, comparant comme mentionné ci-dessus, lequel déclare souscrire l'entièreté du capital social comme suit:

Souscripteur	Nombre d'actions	Montant souscrit	% des actions du capital
SAFINDI, société anonyme, prénommée . . . . .	160	EUR 32.000	100 %
TOTAL . . . . .	160	EUR 32.000	100 %

Toutes les actions ont été entièrement libérées en numéraire, de sorte que le montant de EUR 32.000 (trente deux mille Euros) est à présent à la disposition de la Société, preuve ayant été donnée au notaire instrumentant de sorte que ladite somme est dès à présent à la libre disposition de la Société.

#### *Résolutions de l'actionnaire unique*

L'actionnaire fondateur, représenté comme mentionné ci-dessus prend les résolutions suivantes:

- Le nombre d'administrateurs est fixé à 4 (quatre) à la constitution
- Les personnes suivantes sont nommées en qualité d'administrateur pour une période prenant fin à l'issue de la tenue de l'assemblée générale annuelle qui aura lieu en 2019:
  - Monsieur Alain BERNARD, né à Manono, Congo, le 29 décembre 1955, demeurant professionnellement à B-2070 Zwijndrecht, Haven 1025, Scheldedijk 30.
  - Monsieur Tom LENAERTS, né à Genk, le 11 novembre 1973, demeurant professionnellement à B-2070 Zwijndrecht, Haven 1025, Scheldedijk 30.
  - Monsieur Dirk POPPE, né à Blankenberge, le 21 août 1967, demeurant professionnellement à B-2070 Zwijndrecht, Haven 1025, Scheldedijk 30.
  - Madame Els VERBRAECKEN, née à Geel, Belgique, le 06 août 1970, demeurant professionnellement à B-2070 Zwijndrecht, Haven 1025, Scheldedijk 30.
- L'administrateur suivant est nommé premier président du conseil d'administration:  
Monsieur Alain BERNARD, précité.
- La personne suivante est nommée en qualité de commissaire aux comptes de la Société pour une période prenant fin à l'issue de la tenue de l'assemblée générale annuelle qui aura lieu en 2015:  
La société Deloitte Audit s.à r.l., établie et ayant son siège social à L-2220 Luxembourg, 560 rue de Neudorf, RCSL B 67.895.
- Le siège social est fixé à L-8399 Windhof, 11, route des Trois Cantons.

#### *Frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui sont mis à la charge de la Société à raison des présentes sont évalués à environ mille deux cents Euros (EUR 1.200).

#### *Déclarations*

Le notaire instrumentant déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales telle que modifiée et en constate expressément l'accomplissement.

Le notaire instrumentant qui comprend et parle anglais, déclare par la présente qu'à la demande de la partie comparante représentée comme dit ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française. A la requête de ladite partie comparante et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

100410

Pouvoir

Les personnes comparantes es qualités qu'elles agissent donnent par la présente pouvoir à tout clerc et/ou employé de l'étude du notaire soussigné, agissant individuellement, pour rédiger et signer tout acte de modification (faute(s) de frappe(s)) au présent acte.

DONT ACTE, fait et passé à Senningerberg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux personnes comparantes es qualités qu'elles agissent, celles-ci ont signé avec le notaire le présent procès-verbal.

Signé: Frederik Bernard, Els Verbraecken, Paul Bettingen

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 27 mai 2014. LAC / 2014 / 24507. Reçu 75.-€

Le Receveur (signé): Irène Thill.

- Pour copie conforme - délivrée à la société aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 5 juin 2014.

Référence de publication: 2014079881/589.

(140094687) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juin 2014.

---

**Copper Grafton Five S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1660 Luxembourg, 22, Grand Rue, 3rd Floor.

R.C.S. Luxembourg B 187.577.

—  
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the thirtieth day of May,

Before Maître Joseph ELVINGER, Civil Law Notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, undersigned.

Appears:

Copper Grafton S.à r.l., a Société à responsabilité limitée established and existing under the laws of Luxembourg, in process of registration with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg, having its registered office at 22, Grand Rue, 3<sup>rd</sup> Floor, L-1660 Luxembourg and having a share capital of EUR 12,500.- (twelve thousand five hundred Euros).

The founder is here represented by Mrs. Flora Gibert, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The before said proxy, being initialled "ne varietur" by the appearing person and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such party has requested the notary to draw up the following by-laws of a "société à responsabilité limitée" which it declares to incorporate.

**A. Purpose - Duration - Name - Registered office**

**Art. 1.** There is hereby established among the current owner of the shares created hereafter and all those who may become shareholders in future, a private limited company (société à responsabilité limitée) (hereinafter the «Company») which shall be governed by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, as well as by the present articles of incorporation.

**Art. 2.** The purpose of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

The Company may further guarantee, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may, except by way of public offering, raise funds especially through borrowing in any form or by issuing any kind of notes, securities or debt instruments, bonds and debentures and generally issue securities of any type.

The Company may carry out any commercial, industrial or financial activities which it may deem useful in accomplishment of its purpose.

**Art. 3.** The Company is incorporated for an unlimited period.

**Art. 4.** The Company will assume the name of Copper Grafton Five S.à r.l..

**Art. 5.** The registered office of the Company is established in Luxembourg. The registered office may be transferred within the same municipality by decision of the board of managers. It may be transferred to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg by mean of a resolution of a general meeting of its shareholders. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad.

### **B. Share capital - Shares**

**Art. 6.** The Company's share capital is set at EUR 12,500.- (twelve thousand five hundred Euros) represented by 12,500 (twelve thousand five hundred) shares having a par value of EUR 1.- (one Euro) each.

Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings.

**Art. 7.** The share capital may be modified at any time by the approval of a majority of shareholders representing three quarters of the share capital at least. The shares to subscribe shall be offered preferably to the existing shareholders, in proportion to the share in the capital represented by their shares.

**Art. 8.** The shares are indivisible vis-à-vis the Company which will recognize only one holder per share. The joint co-owners shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company.

**Art. 9.** The Company's shares are freely transferable among shareholders. Inter vivos, they may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the other shareholders in a general meeting, at a majority of three quarters of the share capital.

In the event of death, the shares of the deceased shareholder may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the other shareholders in a general meeting, at a majority of three quarters of the share capital. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse.

**Art. 10.** The death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of one of the shareholders will not cause the dissolution of the Company.

**Art. 11.** Neither creditors, nor assigns, nor heirs may for any reason affix seals on assets or documents of the Company.

### **C. Management**

**Art. 12.** The Company is managed by one or several managers, which do not need to be shareholders.

The manager(s) is (are) appointed by the general meeting of shareholders which sets the term of their office.

In the case of several managers, the Company is managed by a board of managers.

In that case, the Company will be bound in all circumstances by the sole signature of one member of the board of managers or by the signature of any person to whom such signatory power shall be delegated by the board of managers. The managers may be dismissed freely at any time, without there having to exist any legitimate reason («cause légitime»).

The board of managers may grant special powers by authentic proxy or power of attorney by private instrument.

**Art. 13.** The board of managers shall choose from among its members a chairman and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who does not need to be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

In dealing with third parties, the board of managers has the most extensive powers to act in the name of the Company in all circumstances and to authorize all transactions consistent with the Company's purpose. The Company will be bound in all circumstances by the sole signature of any manager and by the signature of any duly authorized representative within the limits of such authorization.

The board of managers shall meet as often as required in the Grand Duchy of Luxembourg, upon call by the chairman, or two managers, at the place indicated in the notice of meeting. The chairman shall preside at all meetings of the board of managers, but in his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four hours at least in advance of the date proposed for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication. A special convocation will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Any manager who is not a resident of the United Kingdom may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by cable, telegram, telex or facsimile another manager as his proxy.

A manager may represent more than one of his colleagues.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference-call, videoconference or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting. The board of managers can deliberate

or act validly only if at least a majority of the managers is present or represented at a meeting of the board of managers. Decisions shall be taken by a majority of votes of the managers present or represented at such meeting.

The board of managers may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication, to be confirmed in writing. The entirety will form the minutes giving evidence of the resolution.

**Art. 14.** The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman or, in his absence, by the vice-chairman, or by two managers. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, or by two managers.

**Art. 15.** The death or resignation of a manager, for any reason whatsoever, shall not cause the dissolution of the Company.

**Art. 16.** The manager(s) does (do) not assume, by reason of its (their) position, any personal liability in relation to commitments regularly made by them in the name of the Company. They are authorized agents only and are therefore merely responsible for the execution of their mandate.

#### **D. Decisions of the sole shareholder - Collective decisions of the shareholders**

**Art. 17.** Each shareholder may participate in the collective decisions irrespective of the numbers of shares which he owns. Each shareholder is entitled to as many votes as he holds or represents shares.

**Art. 18.** Collective decisions are only validly taken in so far they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

The amendment of the articles of incorporation requires the approval of a majority of shareholders representing three quarters of the share capital at least.

The shareholders may change the nationality of the Company only by unanimous consent.

**Art. 19.** The sole shareholder exercises the powers granted to the general meeting of shareholders under the provisions of section XII of the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended.

#### **E. Financial year - Annual accounts - Distribution of profits**

**Art. 20.** The Company's year commences on the first of January and ends on the thirty-first of December. Exceptionally, the first financial year commences on the date of incorporation of the Company and terminates on the thirty-first of December 2014.

**Art. 21.** Each year on the thirty-first of December, the accounts are closed and the managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities. Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

**Art. 22.** Five per cent (5%) of the net profit are set aside for the establishment of a statutory reserve, until such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital. The balance may be freely used by the shareholders.

**Art. 23.** In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital

#### **F. Dissolution - Liquidation**

**Art. 24.** In the event of dissolution of the Company, the Company shall be liquidated by one or more liquidators, which do not need to be shareholders, and which are appointed by the general meeting of shareholders which will determine their powers and fees. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realization of the assets and payment of the liabilities of the Company.

The surplus resulting from the realization of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the shareholders proportionally to the shares of the Company held by them.

**Art. 25.** All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies and amendments thereto.

#### **Applicable law**

**Art. 26.** The laws here above mentioned in article 1<sup>st</sup> shall apply in so far as these Articles of Incorporation do not provide for the contrary.

#### *Subscription - Payment*

All the 12,500 (twelve thousand five hundred) shares representing the capital have been entirely subscribed by Copper Grafton S.à r.l., prenamed, and fully paid up in cash, therefore the amount of EUR 12,500.- (twelve thousand five hundred Euros) is as now at the disposal of the Company, proof of which has been duly given to the notary.

### *Estimate of costs*

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about EUR 1,200.- (one thousand two hundred Euros).

### *General meeting*

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named person, representing the entirety of the subscribed capital and exercising the powers devolved to the meeting, passed the following resolutions:

1) The following persons are appointed managers of the Company for an undetermined duration:

- Mr. Samuel Kreber, born on 10 March 1973 in Metz, France, with professional address at 22, Grand Rue, 3<sup>rd</sup> Floor, L-1660 Luxembourg;

- Mrs. Stéphanie Charles, born on 31 July 1979 in Arlon, Belgium, with professional address at 22, Grand Rue, 3<sup>rd</sup> Floor, L-1660 Luxembourg;

- Mr. Stéphane Bourg, born on 20 October 1973 in Nantes, France, with professional address at 5, Rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

The managers are vested with the broadest powers to act in the name of the Company in all circumstances and to bind the Company by their sole signature.

2) The Company shall have its registered office at 22, Grand Rue, 3<sup>rd</sup> Floor, L-1660 Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, hereby states that on request of the above appearing person, the present incorporation deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

In faith of which we, the undersigned notary have set hand and seal in Luxembourg-City, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder, said person signed with us, the Notary, the present original deed.

### **Traduction française du texte qui précède**

L'an deux mille quatorze, le trente mai

Par devant Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Comparaît:

Copper Grafton S.à r.l., une Société à responsabilité limitée constituée et existante selon les lois du Luxembourg, en cours d'enregistrement auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, ayant son siège social à 22, Grand Rue, 3<sup>ème</sup> étage, L-1660 Luxembourg, et ayant un capital social de EUR 12,500.- (douze mille cinq cents Euros).

Fondateur ici représenté par Madame Flora Gibert en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée.

Ladite procuration, paraphée "ne varietur" par le comparant et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Lequel a requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société à responsabilité limitée qu'il déclare constituer et dont il a arrêté les statuts comme suit:

### **A. Objet - Durée - Dénomination - Siège**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé par les présentes entre le propriétaire actuel des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir par la suite, une société à responsabilité limitée (la «Société») qui sera régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts.

**Art. 2.** La Société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placements, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière ainsi que l'aliénation par la vente, l'échange ou de toute autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces et la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations. La Société peut également garantir, accorder des prêts à ou assister autrement les sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou les sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société. Excepté par voie d'appel public à l'épargne, la société peut lever des fonds en faisant des emprunts sous toute forme ou en émettant toute sorte d'obligations, de titres ou d'instruments de dettes, d'obligations garanties ou non garanties, et d'une manière générale en émettant des valeurs mobilières de tout type.

La Société pourra exercer toutes activités de nature commerciale, industrielle ou financière estimées utiles pour l'accomplissement de son objet.

**Art. 3.** La Société est constituée pour une durée indéterminée.

**Art. 4.** La Société prend la dénomination de Copper Grafton Five S.à r.l..

**Art. 5.** Le siège social est établi à Luxembourg. Le siège social peut être transféré au sein de la même commune par décision du conseil de gérance. Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché en vertu d'une décision de l'assemblée générale des associés. La Société peut ouvrir des agences ou succursales dans toutes autres localités du pays ou dans tous autres pays.

### B. Capital social - Parts sociales

**Art. 6.** Le capital social est fixé à EUR 12.500,- (douze mille cinq cents Euros) représenté par 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales de EUR 1,- (un Euro) chacune.

Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

**Art. 7.** Le capital social pourra, à tout moment, être modifié moyennant accord de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Les parts sociales à souscrire seront offertes par préférence aux associés existants, proportionnellement à la partie du capital qui représente leurs parts sociales.

**Art. 8.** Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

**Art. 9.** Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

En cas de décès d'un associé, les parts sociales de ce dernier ne peuvent être transmises à des non-associés que moyennant l'agrément, donné en assemblée générale, des associés représentant les trois quarts des parts appartenant aux associés survivants. Dans ce dernier cas cependant, le consentement n'est pas requis lorsque les parts sont transmises, soit à des ascendants ou descendants, soit au conjoint survivant.

**Art. 10.** Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne met pas fin à la Société.

**Art. 11.** Les créanciers, ayants-droit ou héritiers ne pourront, pour quelque motif que ce soit, apposer des scellés sur les biens et documents de la Société.

### C. Gérance

**Art. 12.** La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, qui n'ont pas besoin d'être associés.

Le(s) gérant(s) est (sont) nommé(s) par l'assemblée générale des associés laquelle fixera la durée de leur mandat

En cas de plusieurs gérants, la Société est administrée par un conseil de gérance. Dans ce cas la Société sera engagée en toutes circonstances par la signature unique d'un membre du conseil de gérance ou la par la signature de toute personne à laquelle tel pouvoir de signature a été délégué par le conseil de gérance. Les gérants sont librement et à tout moment révocables, sans qu'il soit nécessaire qu'une cause légitime existe.

Le conseil de gérance peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

**Art. 13.** Le conseil de gérance choisira parmi ses membres un président et pourra choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être gérant et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance.

Vis-à-vis des tiers, le conseil de gérance a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour faire autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet. La société sera valablement engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par la signature unique de tout gérant et par la signature de tout représentant dûment mandaté dans les limites de son mandat.

Le conseil de gérance se réunira aussi souvent que nécessaire au Grand-Duché de Luxembourg, sur convocation du président ou de deux gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation. Le président présidera toutes les réunions du conseil de gérance; en son absence le conseil de gérance pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette réunion un autre gérant pour assumer la présidence pro tempore de ces réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil de gérance sera donné à tous les gérants au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque gérant par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil de gérance se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

Tout gérant pourra se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie un autre gérant comme son mandataire.

Un gérant peut représenter plusieurs de ses collègues.



Tout gérant qui n'est pas résident au Royaume-Uni peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, par visioconférence ou par d'autres moyens de communication similaires où toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'entendre les unes les autres. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

Le conseil de gérance ne pourra délibérer ou agir valablement que si la majorité au moins des gérants est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance. Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à cette réunion.

Le conseil de gérance pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire, à confirmer par écrit, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

**Art. 14.** Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil de gérance seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux gérants. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux gérants.

**Art. 15.** Le décès d'un gérant ou sa démission, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la Société.

**Art. 16.** Le ou les gérant(s) ne contractent, à raison de sa (leur) fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui (eux) au nom de la Société. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

#### **D. Décisions de l'associé unique - Décisions collectives des associés**

**Art. 17.** Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartient. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente.

**Art. 18.** Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les statuts ne peuvent être modifiés que moyennant décision de la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Les associés ne peuvent changer la nationalité de la société qu'avec le consentement unanime des associés.

**Art. 19.** L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés par les dispositions de la section XII de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

#### **E. Année sociale - Bilan - Répartition**

**Art. 20.** L'année sociale commence le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre de chaque année. Exceptionnellement, la première année sociale débute au jour de la constitution de la Société et termine le 31 décembre 2014.

**Art. 21.** Chaque année, au 31 décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérant(s) dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société. Tout associé peut prendre communication au siège social de l'inventaire et du bilan.

**Art. 22.** Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pourcent (5 %) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pourcent (10 %) du capital social. Le solde est à la libre disposition de l'assemblée générale.

**Art. 23.** En cas de réduction du capital social, la réserve légale de la société pourra être réduite en proportion afin qu'elle n'excède pas dix pour cent (10%) du capital social.

#### **F. Dissolution - Liquidation**

**Art. 24.** En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par le ou les gérant(s) en fonction, ou par un ou plusieurs liquidateur(s), associé(s) ou non, nommé(s) par l'assemblée des associés qui fixera leurs pouvoirs et leurs émoluments. Le ou les liquidateur(s) auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

L'actif, après déduction du passif, sera partagé entre les associés en proportion des parts sociales détenues dans la Société.

**Art. 25.** Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 telle qu'elle a été modifiée.

#### **Loi applicable**

**Art. 26.** Les lois mentionnées à l'article 1<sup>er</sup>, ainsi que leurs modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'est pas dérogé par les présents statuts.

#### *Souscription - Libération*

Les 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales représentant l'intégralité du capital social ont toutes été souscrites par Copper Grafton S.à r.l., prénommé, et ont été intégralement libérées par des versements en numéraire, de sorte que

la somme de EUR 12.500,- (douze mille cinq cents Euros) se trouve dès maintenant à la disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

#### *Frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ EUR 1.200,- (mille deux cents Euros).

#### *Assemblée générale*

Immédiatement après la constitution de la Société, le comparant précité, représentant la totalité du capital social, exerçant les pouvoirs de l'assemblée, a pris les résolutions suivantes:

1) Les personnes suivantes sont nommées gérants de la Société pour une durée indéterminée:

- Monsieur Samuel Kreber, né le 10 mars 1973 à Metz, France avec adresse professionnelle au 22, Grand Rue, 3<sup>ème</sup> étage, L-1660 Luxembourg;

- Madame Stéphanie Charles, née le 31 juillet 1979 à Arlon, Belgique, avec adresse professionnelle au 22, Grand Rue, 3<sup>ème</sup> étage, L-1660 Luxembourg;

- Monsieur Stéphane Bourg, né le 20 octobre 1973 à Nantes, France, avec adresse professionnelle au 5, Rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

Les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances et de l'engager valablement par leur signature unique.

2) Le siège social de la Société est établi au 22 Grand Rue, 3<sup>ème</sup> étage, L-1660, Luxembourg.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate par le présent qu'à la requête de la personne comparante les présents statuts sont rédigés en anglais suivis d'une version française, à la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, il a signé avec nous notaire la présente minute.

Signé: F.GIBERT, J.ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils le 2 juin 2014. Relation: LAC/2014/25408. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): I.THILL.

Référence de publication: 2014080538/328.

(140095370) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2014.

---

#### **Main S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 25.000,00.**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 13, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 140.736.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 juin 2014.

Référence de publication: 2014077805/10.

(140091819) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juin 2014.

---

#### **POUPMAD Compta SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-8362 Grass, 4, rue de Kleinbettingen.

R.C.S. Luxembourg B 174.458.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société*

*Signatures*

*Administrateur*

Référence de publication: 2014077914/12.

(140091233) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juin 2014.

---